

STARTUPS - CONFÉRENCE

Tebboune annonce le lancement du Fonds national pour le financement des start-up

P.p 6-24

AUDIENCE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Mark Thomas Esper, Secrétaire américain à la Défense

P. 24

EDUCATION

Report sine die de la rentrée scolaire (Ministère)

P. 2

STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA MIGRATION CLANDESTINE

Beldjoud : "l'Algérie agit dans le strict respect des traités internationaux"

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a annoncé, jeudi, le rapatriement de plusieurs migrants clandestins de différentes nationalités, affirmant que l'Algérie avait adopté une stratégie nationale de lutte contre la migration clandestine. Répondant aux questions orales lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre

a annoncé "le rapatriement de plusieurs migrants clandestins de différentes nationalités dont la majorité issue du Niger, lié à l'Algérie par une convention de rapatriement des migrants clandestins", soulignant que "notre pays fait face au phénomène de migration clandestine à partir de 44 Etats africains, d'où l'adoption par le Gouvernement d'une stratégie nationale pour la lutte contre ce

phénomène dans le strict respect des conventions et traités internationaux signés par l'Algérie notamment en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et de la dignité des migrants, en veillant à conférer le caractère d'intérêt national à ce dossier outre la préservation des relations privilégiées de l'Algérie avec les pays du voisinage".

P. 3
DKnews/APS



AGRICULTURE

Instructions pour faciliter l'obtention du crédit "Rfig" en faveur des agriculteurs

P. 4

AFFAIRES RELIGIEUSES

«Le discours religieux en Algérie est "positif et rassembleur"»

P. 4

CORRUPTION

Séminaire sur le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption

P. 8

SANTÉ

FERTILITÉ

Il serait possible d'inverser la ménopause

P.p 12-13

FOOTBALL

MATCH AMICAL

Algérie-Croatie en maturation

P. 21



INTERNET-MÉDIAS

Google : vers des partenariats avec des éditeurs de presse

P. 16

COMMUNICATION - MÉDIAS-PRIX

Lancement de la 6^{ème} édition du Prix du Président de la République du journaliste professionnel

P. 16

EDUCATION

Report sine die de la rentrée scolaire



La date de la rentrée scolaire prévue le 4 octobre 2020 a été reportée à une date ultérieure qui sera fixée "sur la base des décisions des autorités publiques concernées par l'autorisation de la reprise de l'activité des établissements de l'éducation et d'enseignement publics et privés", selon un arrêté du ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout, rendu public jeudi.

Cette décision vise la définition et l'organisation de certaines dispositions de l'arrêté n82 du 19 octobre 2019, définissant l'agenda des vacances scolaires 2019-2020 et la date de la rentrée scolaire 2020-2021 amendé, les dispositions de l'article 5 de l'arrêté n 82 étant amendé pour stipuler que "la date de la rentrée scolaire des élèves dans toutes les régions pour l'année scolaire 2020-2021 fixée initialement le 4 octobre 2020, a été reportée de manière exceptionnelle".

Les dispositions de l'arrêté 82 sont complétées par l'article 5bis, stipulant que "la fixation de la date de la rentrée scolaire 2020-2021 dans toutes les régions, sur la base de la décision des autorités publiques concernées par l'autorisation de la reprise de l'activité des établissements de l'éducation et de l'enseignement publics et privés dans le cadre du système de prévention contre la propagation et la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), énoncé dans la législation en vigueur".

CHLEF

2 morts et 4 blessés dans un accident de la route

Deux (02) personnes ont trouvé la mort et quatre (04) autres ont été blessées vendredi au niveau du chemin de wilaya N 151 reliant Oum Drou à Zeboudja (Chlef), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Dans une déclaration à l'APS, le chargé de communication des mêmes services, capitaine Yahia Messaadia, a fait savoir que cet accident survenu vers 15:00 au niveau de la route de wilaya N 151 liant Oum Drou à Zeboudja précisément à "Ouled Adda", s'était produit en raison d'un renversement d'un véhicule touristique faisant partie d'un cortège.

Selon la même source, l'accident a entraîné le décès du chauffeur sur place (51 ans) et d'une fille âgée de 12 ans à l'hôpital de "Ouled Mohamed".

Quatre (04) autres personnes ont été blessées (une mère de 37 ans et 3 filles).

Les unités de la protection civile sont intervenues pour transférer le cadavre de la victime et évacuer les blessés à l'hôpital de Ouled Mohamed, tandis que les services de sécurité compétents ont ouvert une enquête sur cet accident.

M'SILA

Libération d'une fillette kidnappée à Sidi Aissa

Des éléments de la police de la sûreté de daïra de Sidi Aissa, dans la wilaya de M'sila, sont parvenus vendredi à libérer une fillette âgée de 11 ans, kidnappée par au moins trois personnes, a-t-on appris de source sécuritaire. Dès l'alerte de l'enlèvement, les services de la police se sont déployés dans la zone de l'incident, et sont parvenus, dans un court laps de temps, à appréhender deux suspects et libérer la fillette, selon la même source. Un troisième suspect, identifié et est actuellement recherché, a-t-on encore noté.

Les deux individus arrêtés sont actuellement auditionnés par les enquêteurs pour déterminer les circonstances de cet enlèvement qui a créé l'émotion dans la région de Sidi Aissa.

MÉDÉA

Démantèlement d'un réseau criminel de vol avec usage d'armes prohibées



Les éléments de la 1ère Sûreté urbaine de Médéa ont procédé, la semaine écoulée, au démantèlement d'une bande criminelle spécialisée dans l'agression et le vol des citoyens au chef-lieu de la wilaya, a indiqué vendredi un communiqué des services de la Sûreté nationale.

Cette opération "fait suite à des plaintes de victimes d'agressions par des inconnus faisant usage d'armes blanches pour leur délester de sommes d'argent", précise la même source qui indique que "les investigations ont permis l'identification des auteurs et l'arrestation de l'un d'eux". Poursuivant l'enquête, les éléments de la Police judiciaire ont pu appréhender l'ensemble du réseau criminel, constitué de trois individus âgés entre 24 et 30 ans, tous repris de justice, et récupérer les objets et montants volés aux victimes.

Après finalisation de la procédure légale, les mis en cause ont été déférés devant le procureur de la République près le tribunal de Médéa qui a ordonné leur placement en détention à l'établissement pénitentiaire de Berouaghia.

FOOTBALL - SPONSORING

Signature d'une convention de sponsoring entre la LFP et l'EPTV pour la saison 2020-2021

La Ligue de football professionnel (LFP) a annoncé vendredi avoir conclu une convention de sponsoring avec l'Établissement public de télévision (EPTV) pour la saison 2020-2021. Cette convention, conclue le jeudi 1er octobre, "porte également sur les deux saisons précédentes" a précisé la LFP dans un communiqué, ajoutant que cette situation permettra non seulement "d'assainir la situation du contrat de sponsoring des championnats professionnels", mais permettra aussi aux deux parties "d'entrevoir l'avenir sous de meilleurs auspices".

En marge de la signature de cette convention, la LFP, représentée par son Président Abdelkrim Medouar, a honoré le Directeur général de l'EPTV, Ahmed Bensebane, ainsi que le journaliste Mohamed Touzaline, et l'actuel responsable des sports, Mohamed Choumani.

CONSTANTINE

Le personnel de la société GERMAN réclame ses arriérés de salaire

Les employés de la société des matériels de gerbage et de manutention (German) de Constantine, se sont rassemblés jeudi devant le siège de la direction de l'entreprise pour réclamer leurs arriérés de salaire, alors que le P-dg de l'entreprise déplore "une situation financière difficile".

"Les travailleurs revendiquent les salaires des mois d'août et septembre derniers", a précisé le représentant du syndicat des travailleurs de German, Mohamed El Hadi Djerboua, soulignant que près de 450 travailleurs de cette entreprise refusent de regagner leur poste de travail.

De son côté, le P-dg de German, Badreddine Benania, a affirmé que l'entreprise fait face à "une situation financière difficile" cumulant des dettes auprès des banques.

"La direction de l'entreprise s'emploie en coordination avec le ministère de tutelle pour trouver une solution, notamment, à travers à un arrangement qui permettra d'avoir une souplesse dans le recouvrement des dettes", a-t-il assuré.

NAAMA

Naissance de quadruplés à Ain Sefra



Une dame a donné naissance jeudi à des quadruplés à l'hôpital "Mohamed Boudiaf" d'Ain Sefra (sud de la wilaya de Naama), a-t-on appris de source hospitalière.

Les quadruplés (2 garçons et 2 filles) sont nés lors de l'accouchement d'une trentenaire originaire de la wilaya de Béchar.

La maman et les quatre nouveaux-nés sont en état de santé stable et devront quitter l'hôpital dans les prochains jours, a-t-on indiqué.

L'opération d'accouchement s'est déroulée au service de maternité de cet établissement hospitalier et les quadruplés sont pris en charge au niveau du service néonatal du service de pédiatrie du même hôpital.

A noter que l'hôpital d'Ain Sefra a connu, en fin décembre dernier, la naissance réussie de triplés sous la supervision du personnel médical du service d'obstétrique et de gynécologie.

ALGÉRIE - LIBYE

Panne dans une centrale électrique libyenne: Sonelgaz dépêche une équipe de 13 techniciens



La Société nationale d'Électricité et du Gaz (SONELGAZ) dépêchera ce soir une équipe de 13 techniciens de sa filiale SPE, à leur tête le premier responsable de la filiale, pour participer à la réparation d'une panne survenue dans la centrale électrique alimentant Tripoli, a indiqué jeudi à Alger le P-dg du groupe, Chaher Boulakhras.

Cette action vient à la suite des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a reçu mercredi un appel téléphonique du président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'entente nationale libyen (GNA), Faïz Seradj, lui demandant "une aide urgente visant à réparer une panne dans la centrale électrique alimentant Tripoli".

A cette demande, M. Tebboune a répondu favorablement et a instruit le ministre de l'Énergie à l'effet de dépêcher, jeudi, une équipe technique de la Sonelgaz, dans la capitale de ce pays frère, selon un communiqué de la Présidence de la République.

"Nous allons dépêcher ce soir à Tripoli une équipe de 13 techniciens de la Société algérienne de production de l'électricité (SPE), à sa tête le P-dg de la filiale, pour faire le diagnostic de cette panne et évaluation de la situation de la centrale en vue de sa réparation", a déclaré M. Boulakhras à la presse. Le responsable s'exprimait en marge de la signature des traités d'une fusion/absorption des sociétés SKD (Sharikat Kahraba Koudiet Draouch) et harikat Kahraba Skikda), filiales de Sonelgaz.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Consolidation du pouvoir législatif et activation du rôle du Parlement (spécialistes)

Le projet de révision de la Constitution a réduit les prérogatives du pouvoir exécutif et conforté, en contre partie, les missions du pouvoir législatif afin d'activer le rôle du Parlement dans le processus politique, estiment des spécialistes en droit constitutionnel.

Contacté par l'APS, le constitutionnaliste et professeur à l'Université de Médéa Halim Laaroussi a déclaré, à ce propos, que la limitation de l'intervention du président de la République en matière de législation et l'octroi d'un statut juridique exceptionnel à la majorité parlementaire versent dans le sens de la consolidation du pouvoir législatif et l'activation du rôle du Parlement, absent à un moment donné de la scène politique algérienne.

Le document de révision garantit aux parlementaires toutes les prérogatives avec activation des mécanismes de contrôle et de législation, notamment pour ce qui est du contrôle de l'action du gouvernement, de la possible désignation d'un chef du gouvernement de la majorité parlementaire et de la limitation des prérogatives du Président en matière de législation, a-t-il encore ajouté.

L'article 103 qui stipule que le gouvernement est dirigé par un Premier ministre lorsqu'il résulte des élections législatives une majorité présidentielle et par un chef du gouvernement lorsqu'il résulte des élections législatives une majorité parlementaire constitue, pour le Professeur Laaroussi, "un élément constitutionnel substantiel dans la consolidation du pouvoir législatif et l'instauration d'un certain équilibre avec le pouvoir exécutif".

Concernant l'application concrète de cet article, M. Laaroussi précise que la non-appartenance du Président de la République à quelconque parti politique n'est aucunement un obstacle à la constitution d'une majorité parlementaire qui lui sera



acquis et qui soutiendra son programme, formant ainsi une majorité présidentielle. Evoquant, par ailleurs, la période entre l'élection Présidentielle et les législatives, il a expliqué que c'est là une "opportunité" pour le citoyen afin de juger le programme du Premier ministre et particulièrement du Président de la République. Ainsi, il pourra soit le plébisciter à travers les élections législatives ou voter pour les programmes d'autres partis qui formeront la majorité parlementaire de laquelle sera issu le chef du gouvernement avec un nouveau programme. De son côté, l'enseignant universitaire et spécialiste en droit constitutionnel Allaoua Laib considère que le projet de révision constitutionnelle "jette les fondements d'une Constitution de générations et non conjoncturelle".

"En cas de coalition de partis vainqueurs aux législatives déclarant leur allégeance au Président, il y aura une majorité présidentielle de laquelle sera issu un Premier ministre. De même qu'un Président pourra, dans quelques

années, être issu d'un parti politique et choisir un Premier ministre de son propre parti", a-t-il expliqué.

Et d'ajouter que dans le cas où un parti d'opposition ou une coalition partisane remportent la majorité au Parlement, un chef du gouvernement sera désigné avec le programme de cette majorité parlementaire, qui sera ainsi "comptable" et aura à s'acquitter des missions qui lui sont assignées.

Conférer un rôle efficace à l'opposition au sein du Parlement

S'agissant du rôle du Parlement dans la vie politique et en matière de contrôle essentiellement, M. Laib relève que le projet de révision constitutionnelle, "n'apporte pas de nouveaux articles dans ce sens, mais précise néanmoins les modalités d'exercice des prérogatives du Parlement dans ce domaine". Il a plaidé, dans ce sens, pour l'activation de ces mécanismes de contrôle, "notamment à la faveur de la volonté politique pour le change-

ment et l'édification d'une Algérie nouvelle". Pour ce constitutionnaliste, les prérogatives les plus importantes du Parlement consistent en le contrôle de l'action du gouvernement (article 115), l'audition des membres du Gouvernement par les Commissions du Parlement sur toute question d'intérêt général (article 157) et la possibilité d'adresser, par voie orale ou en la forme écrite, toute question à tout membre du gouvernement (article 158). Il cite, dans le même contexte, l'article 160 qui stipule que "les membres du Gouvernement peuvent interpellier le Gouvernement sur une question d'importance nationale" ainsi que l'article 161 disposant qu'"à l'occasion du débat sur la déclaration de politique générale, ou suite à une interpellation, l'Assemblée populaire nationale peut mettre en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure". Une telle motion n'est recevable que si elle est signée par le septième (1/7) au moins du nombre des députés, soit 66/462 députés, prévoit le même article.

Soulignant que les procédures parlementaires en termes d'interpellation, de requis du contrôle ou de commissions d'enquête n'avaient été activées qu'une seule fois, en 1997, avec la création de la commission d'enquête parlementaire sur la fraude des élections législatives, le même intervenant rappelle que le rapport n'a jamais été rendu public. Abondant dans le même ordre d'idée, l'expert en droit constitutionnel Boudjemaa Souilah considère que même si le projet de révision de la loi fondamentale ré-

tière les mêmes attributions en matière de contrôle parlementaire que les précédentes Constitutions, il octroie à l'opposition "un rôle efficace lui garantissant une participation à l'ensemble des travaux et à la promotion de l'action diplomatique". "Globalement, les amendements introduits au chapitre Parlement contribuent au développement du contrôle de l'action du pouvoir exécutif et, partant, à la promotion de l'action parlementaire", a-t-il estimé, appelant les parlementaires à "oeuvrer à la dynamisation de l'action législative, à se concentrer sur les missions qui leur incombent et à banir les coalitions et alliances partisanes étroites". S'agissant de la limitation des attributions du Président en matière de législation par ordonnance en cas de vacances parlementaires, sauf dans des cas exceptionnels prévus par la Constitution, l'enseignant à l'Université de Médéa Halim Laaroussi s'est félicité du "retour au Parlement de la compétence de législation dans la plus part des cas, mettant fin à une possible exploitation de la prérogative de législation par ordonnances, lors des vacances parlementaires, pour faire passer certaines lois comme ce fut le cas par le passé".

L'enrichissement apporté au document dans ce sens "contribue à l'activation du rôle du Parlement et à l'exercice de son pouvoir de contrôle et de législation en toute indépendance", a-t-il estimé ajoutant qu'il s'agit là de raffermir la place du pouvoir législatif et d'instaurer un certain équilibre avec le pouvoir exécutif, en particulier.

Le mouvement En-Nahda appelle les citoyens à participer en force au référendum sur l'amendement constitutionnel

Le mouvement En-Nahda a appelé, vendredi, par la voix de son Secrétaire général, Yazid Benaïcha, les citoyens à participer en force au référendum sur l'amendement de la constitution, prévu le 1^{er} Novembre, et ce "afin de consacrer une véritable démocratie pour l'édification de l'Algérie Nouvelle". S'exprimant lors des travaux de la session extraordinaire de Majliss Echoura (Conseil consultatif) du Mouvement, le Secrétaire général a mis en avant la nécessité de "rebâtir la confiance entre gouvernement et gouverné et consolider la cohésion nationale pour l'édification de l'Algérie Nouvelle, tout en répartissant équitablement les richesses, afin de concrétiser l'équité sociale".

Estimant que la nouvelle Constitution doit être "un véritable pacte, à même de concrétiser la concorde nationale et rebâtir la confiance entre tous les enfants de la société, tel que voulu par le Hirak populaire pacifique", M. Benaïcha a souligné l'importance de "concrétiser la volonté populaire en vue de réaliser la concorde sociale et consolider l'unité nationale pour relever les différents défis politiques, économiques et sociaux". Expriment, à l'occasion, les "réserves" du Mouvement En-Nahda concernant certains amendements contenus dans la nouvelle Constitution, notamment en ce qui a trait au préambule, à la séparation des pouvoirs et au rôle des associations dans le champs politique, M. Benaïcha a appelé à la poursuite du travail pour "enraciner l'Etat de Droit et concrétiser la justice et l'équité pour tous les enfants du peuple".

APS

PARLEMENT Beldjoud : «rapatriement de migrants clandestins dans le strict respect des traités internationaux»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a annoncé, jeudi, le rapatriement de plusieurs migrants clandestins de différentes nationalités, affirmant que l'Algérie avait adopté une stratégie nationale de lutte contre la migration clandestine dans le strict respect des traités internationaux.

Répondant aux questions orales lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a annoncé "le rapatriement de plusieurs migrants clandestins de différentes nationalités dont la majorité issue du Niger, lié à l'Algérie par une convention de rapatriement des migrants clandestins", soulignant que "notre pays fait face au phénomène de migration clandestine à partir de 44 Etats africains, d'où l'adoption par le Gouvernement d'une stratégie nationale pour la lutte contre ce phénomène dans le strict respect des conventions et traités internationaux signés par l'Algérie notamment en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et de la dignité des migrants, en veillant à conférer le caractère d'intérêt national à ce dossier" outre la préservation des relations privilégiées de l'Algérie avec les pays du voisinage". A ce propos, le ministre a imputé l'afflux abondant des migrants clandestins sur les différentes régions du pays, ces derniers temps, à "l'émergence de plusieurs indicateurs effrayants dans la région du Sahel, notamment la persistance des crises et conflits".

"Les pouvoirs publics ont procédé à la mise en place d'une commission interministérielle sous la supervision du ministère de l'Intérieur, chargée notamment du suivi et de l'examen du dossier relatif à la migration clandestine, en consacrant d'importantes enveloppes financières pour la promotion des régions frontalières dans le Sud", a-t-il ré-
Il a également indiqué que "l'Algérie assure

toutes les conditions propices pour l'opération de rapatriement afin de préserver la dignité des migrants à travers la création de centre d'hébergement, la restauration, le transport, et la prise en charge médicale y compris la vaccination, tout en assurant les fournitures nécessaires dont les vêtements pour enfants". Par ailleurs, l'Algérie, poursuit le ministre, a appuyé le programme du retour volontaire de migrants clandestins en coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ce qui a permis le rapatriement de nombre de migrants.

Le ministre de l'Intérieur a fait savoir que les pouvoirs publics "ont pris toutes les mesures complémentaires dans le cadre de la législation et la réglementation en vigueur, particulièrement en ce qui concerne les conditions d'accès, de résidence et de déplacement en Algérie pour les étrangers. Il s'agit, explique-t-il, de l'intensification des enquêtes et du contrôle périodique ainsi que la maîtrise des passages des réseaux de contrebande et la lutte contre les réseaux de traite humaine spécialisés dans le transport des migrants dont les femmes et les enfants exploités à des fins de mendicité".

Les mesures complémentaires comptent "la mise en place de barrages mixtes entre la Police et la Gendarmerie nationale, à travers le réseau des routes frontalières que traversent les passeurs de migrants clandestins, la démolition des habitations anarchiques abritant les migrants clandestins et qui enregistrent la propagation de tous les fléaux, avec le démantèlement des réseaux d'accueil de migrants dans les hangars, les chantiers et habitations en cours de construction ou dans d'autres lieux, ainsi que la confiscation automatique des moyens de transport utilisés dans cette opération".

Dans le même cadre, les mesures prises stipulent "l'application de sanctions sévères

contre les passeurs notamment ceux de nationalité algérienne", a affirmé le ministre soulignant que ces mesures "sont appliquées avec l'aide et grâce aux unités de l'Armée nationale populaire (ANP) qui déploient de grands efforts, notamment au niveau des frontières pour faire face aux bandes et réseaux spécialisés dans la migration clandestine". Par ailleurs, et en réponse à une question relative au développement local de la wilaya de Chlef et au retard accusé dans la réalisation des projets d'habitation, le ministre a affirmé que la commune de Dahra a bénéficié d'un quota de 208 aides pour des logements ruraux, 394 Logement public locatif (LPL), outre l'enregistrement de 23 zones d'ombre dans la commune qui ont bénéficié de plusieurs projets dans le secteur des travaux publics pour l'aménagement et la réhabilitation des routes, et l'aménagement urbain, dont 154 millions de DA dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales pour l'année 2019.

Concernant la wilaya de Djelfa, M. Beldjoud a affirmé que cette wilaya est concernée par la réalisation de 90 lotissements qui comptent 16965 parcelles de terrain, et bénéficié d'un programme pour la démolition des habitations anarchiques, qui compte 371 unités, en attendant la définition des listes des réels bénéficiaires, outre un quota global de logements, estimé à 58.000 unités, toutes formules confondues.

GOUVERNEMENT

El Hachemi Djaaboub prend ses fonctions de ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. El Hachemi Djaaboub a pris vendredi à Alger ses fonctions de ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, en remplacement de Mme Kaoutar Krikou qui occupait ce poste par intérim.

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nommé mercredi, après consultation du Premier ministre, M. El Hachemi Djaaboub au poste de ministre du Travail, de l'Emploi et de la

Sécurité sociale. Dans une allocution lors de la cérémonie de passation des pouvoirs, M. Djaaboub a mis en avant l'importance de ce secteur au regard des dossiers dont il est chargé et qui concernent plusieurs catégories de la société, dont les demandeurs d'emploi, les travailleurs et les retraités. Le ministre a, à cet égard, appelé à la coordination des efforts et à la persévérance pour imprimer une nouvelle dynamique au secteur et concrétiser le programme du président de la République dans ce domaine au service du pays et des citoyens et en accord avec la vision de la nouvelle Algérie.



De son côté, Mme Krikou a salué les efforts consentis par les cadres du secteur à tous les niveaux durant la courte période qu'elle a passée à la tête du ministère.

AGRICULTURE

Instructions pour faciliter l'obtention du crédit "Rfig" en faveur des agriculteurs

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani a annoncé, jeudi à Tipaza, la promulgation d'une prochaine instruction pour simplifier les procédures d'obtention du crédit "Rfig" en parallèle avec les préparatifs pour l'institution d'un nouveau mécanisme de financement en faveur des agriculteurs.

Au terme de la célébration de la journée nationale de la vulgarisation agricole, qu'il a supervisée à Tipaza, le ministre a précisé que "ses services s'approprient à promulguer une instruction ministérielle portant des mesures assouplies permettant aux agriculteurs d'obtenir le crédit "Rfig", en un temps record ne dépassant pas deux à trois semaines, contrairement aux anciennes méthodes où le traitement des dossiers durent jusqu'à 8 mois".

Cette instruction vient "à la suite d'une réunion tenue récemment avec le président directeur général de la Banque de l'agriculture et du développement rural

(BADR), qui est chargée d'accompagner les agriculteurs, pour examiner les obstacles qui compromettent l'obtention de crédits pour une courte période", a-t-il dit.

"La bureaucratie est le premier obstacle en Algérie auquel fait face l'agriculteur", a déclaré le ministre, ajoutant qu'il a été convenu de la nécessité de surmonter tous les obstacles, dont le délai de traitement des dossiers, les conditions réhissitoires telles que l'âge, l'assurance et le non endettement du demandeur du crédit auprès d'une banque et autres obstacles soulevés avec ladite banque.

Après avoir affirmé que le ministère de l'agriculteur n'abandonnera jamais l'accompagnement de l'agriculteur et la levée des obstacles, M. Dahmani a ajouté que les conditions actuelles que traverse l'Algérie sont "exceptionnelles" que l'agriculteur a endurées durant la saison dernière, dues à plusieurs raisons, tels que la pandémie du coronavirus, la sécheresse,

les incendies et autres. Il a appelé, à ce propos, à l'impératif de rechercher des solutions à travers la mobilisation de tout un chacun. Les services du secteur de l'agriculture s'attèlent actuellement à la création de nouveaux mécanismes de financement en faveur des agriculteurs à l'effet de relancer l'activité agricole et de financer l'ensemble des filières.

Il s'agit, selon le ministre, "du crédit de la mutualité rurale" qui sera lancé sur le marché avant la fin de l'année et est destiné aux agriculteurs exerçant dans différentes filières. Le ministre de l'Agriculture a indiqué que ce nouveau mécanisme de financement est en cours d'étude auquel ses services s'attèlent à "ce qu'il soit un crédit qui convient aux agriculteurs et permet d'assurer leurs productions. Ce mécanisme s'inscrit dans le cadre d'une autre stratégie relative à l'assurance des agriculteurs, relevant des missions de la Caisse nationale de mutualité agricole", a souligné le ministre.

AFFAIRES RELIGIEUSES

Le discours religieux en Algérie est "positif et rassembleur"

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmeïdi, a affirmé jeudi soir à Biskra que le discours religieux en Algérie est "positif et rassembleur". S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue au siège de la zaouïa Kadiria, à l'issue d'une visite de travail et d'inspection effectuée dans la wilaya de Biskra, le ministre a souligné que ce discours est "un discours civique et accompagnateur ayant réussi à rassembler, notamment durant la pandémie de coronavirus".

M. Belmeïdi a également relevé que ce "discours modéré a accompagné le Hirak et n'a permis à aucun appel visant à porter atteinte à la patrie de trouver un écho favorable, de même qu'il a appelé à la participation aux réformes et au renforcement des institutions de l'Etat", soutenant que cette mission est fondamentale pour l'Imam, l'enseignant du Saint Coran et les cheikhs de zaouïas. Dans le même contexte, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs a assuré que ce discours positif "contribue à l'édification des institutions de l'Etat et à la restauration de l'espoir loin de l'accablement". Lors d'une rencontre avec les cadres du secteur, organisée à l'Institut national de formation des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs, dans la commune de Sidi Okba, M. Belmeïdi a également affirmé que "l'ouverture des mosquées et la prière du vendredi constituent une préoccupation comme d'autres telles que le retour à l'école et l'ouverture de l'espace aérien", expliquant que cette décision reste "tributaire du respect du citoyen des mesures préventives visant à lutter contre la pandémie de Covid-19 et des recommandations du comité scientifique".

Au cours de sa visite dans la wilaya, M. Belmeïdi a inspecté la mosquée El Atik à Bordj Benazzouz et la zaouïa Ali Benamor dans la ville de Tolga, avant de visiter l'ancienne mosquée El Atik à Khanguet Sidi Nadjji et présider l'inauguration des mosquées Hamza Ibn Abdelmouttalib à Zeribet El Oued pouvant accueillir 8000 fidèles et Zakaria pouvant accueillir 2000 fidèles.

RÉVISION DES LOIS SUR L'URBANISME

"Large consultation et participation de la société civile"

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, a annoncé, jeudi à Mostaganem, que la révision des lois régissant le secteur, en particulier celles liées à l'urbanisme et la ville, se fera à travers une large consultation de tous les acteurs et avec la participation de la société civile locale. Lors de sa visite d'inspection dans la wilaya, M. Nasri a souligné qu'un travail est en cours au niveau de son département ministériel pour revoir les lois relatives à l'urbanisme en coordination avec de nombreux spécialistes et experts algériens établis dans le pays ou à l'étranger. "Parvenir à une nouvelle formule pour ces instruments juridiques, qui seront incorporés dans une

seule loi, se fera en consultation avec les acteurs de la société et après débat sur les nouveaux changements et prise en charge des questions liées au développement durable, à l'environnement, aux changements climatiques et autres", a-t-il expliqué. "L'urbanisme concerne la société et n'est pas uniquement lié à un secteur ou une administration, ce qui nécessite l'implication de la société civile et dans les nouveaux textes en vue de leur application en toute précision et le respect de leurs règles", a affirmé le premier responsable du secteur, expliquant que l'extension de la ville nécessite une vision technique, réglementaire et urbaine. Au sujet des zones d'ombre, M. Nasri a ins-

truit les responsables locaux à effectuer un inventaire précis des besoins de chaque région en vue de lancer un programme d'urgence pour l'ouverture de pistes, le désenclavement de la population, l'amélioration du cadre de vie et de l'alimentation en eau potable et le raccordement à l'assainissement et l'électricité.

A Mostaganem, 84 zones d'ombre, réparties sur 26 communes des 32 communes que comptent la wilaya, ont été recensées. Elles nécessitent une enveloppe de 3,2 milliards DA pour la concrétisation d'opérations de développement, selon les explications fournies par les responsables du secteur de l'urbanisme et de la construction.

Le ministre a ordonné le transfert de 814 millions DA des affectations financières restantes pour les opérations d'aménagement urbain et extérieur, et le lancement des programmes d'urgence au profit de ces zones en coordination avec les services de la wilaya. Lors de sa visite, M. Nasri a posé la première pierre pour la réalisation de 2.400 logements de type location/vente «A ADL» et a présidé une cérémonie de distribution symbolique de 950 logements de différents programmes. Il a également présidé une réunion d'évaluation de son secteur au niveau local, avant d'inspecter des projets et d'accorder à la wilaya de Mostaganem un quota supplémentaire de 350 aides à l'habitat rural.

JEUNESSE ET SPORTS

"Vers le dégel des projets qui ont un grand impact"

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid-Ali Khaldi a indiqué, jeudi à Médéa, que son département "va œuvrer pour le dégel" des projets qui ont un grand impact sur les activités sportives et de jeunesse, annonçant, en outre, la programmation de nouveaux projets au niveau des régions dépourvues de structures, à partir de l'année prochaine

S'exprimant en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya

de Médéa, qui l'a conduit à travers plusieurs communes, M. Khaldi a affirmé que le ministère "ne ménage aucun effort pour parvenir au dégel sur certains projets susceptibles de contribuer à l'essor du sport dans notre pays et développer l'activité de jeunesse, notamment au niveau des localités qui en ont besoin".

"Nous allons travailler pour qu'à partir de l'année 2021, de nouveaux projets de structures sportives et de jeunesse soient

inscrits et lancés en réalisation, dans le but de doter nos collectivités de l'infrastructures indispensables à la formation des élites sportives de demain", a ajouté le ministre. Il a réitéré, dans ce même contexte, la volonté affichée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "d'accompagner, d'encourager et de soutenir l'élite sportive nationale", rappelant, à ce propos, les principales orientations données par le Président en vue de

garantir "une meilleure prise en charge de cette élite et mieux la préparer" en prévision des grands rendez-vous sportifs, en particulier les Jeux olympiques de Tokyo et les Jeux méditerranéens. M. Khaldi avait entamé, pour rappel, sa visite de travail et d'inspection par l'inauguration d'un complexe sportif de proximité dans la commune de El-Azzizia, d'une maison de jeunes, à Khems-Djouamaa, d'un camp de jeunes, dans la localité d'El-

Omaria, alors que dans la commune de Ksar-el-Boukhari, le ministre a inauguré une piscine olympique, un acquis de haute importance pour toute la région du sud de la wilaya.

Le ministre a animé, en fin de visite, une rencontre avec les représentants du mouvement associatif local, durant laquelle il a mis en exergue la place accordée à ce mouvement dans l'édification de "l'Algérie nouvelle".

KHENCHELA

Perturbation dans l'alimentation en eau potable à Chechar et N'siga

Plusieurs quartiers des communes de Chechar et N'siga dans la wilaya de Khenchela enregistrent des perturbations dans la distribution d'eau potable pour "des raisons techniques", a indiqué vendredi la cellule d'information et de communication de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE).

Selon la même source, une panne survenue sur la conduite d'adduction du barrage de Babar, alimentant la commune de Chechar, est la cause de la perturbation dans l'alimentation en eau potable (AEP) de plusieurs cités de cette collectivité locale. La perturbation en AEP à N'siga est attribuée à une panne à la vanne d'arrêt principale de la conduite d'adduction du puits artésien, fournissant cette denrée vitale aux habitants de cette ville. Une

équipe technique de la direction locale des ressources en eau avec une entreprise privée spécialisée sont à pied d'œuvre pour réparer la panne signalée sur la conduite d'adduction du barrage de Babar ainsi que celle de la vanne d'arrêt du puits artésien de N'siga, a détaillé la cellule de communication de l'ADE. La même source a souligné que l'alimentation en eau potable dans les deux communes reprendra dès la fin des travaux de réparation.



MILA

Prévision d'emblavement de plus de 114 400 hectares

Une surface de plus de 114 400 hectares devrait être emblavée en céréales dans la wilaya de Mila, au titre de la campagne labours-semences de la saison 2020-2021. a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Selon le chef du bureau de la réglementation et de la normalisation au sein de cette direction, Azzedine Boufedeché cette superficie connaîtra une prédominance du blé dur avec 67 825 ha à emblaver, au moment où 19 810 ha seront consacrés au blé tendre, 22 158 ha à l'orge et 4 611

ha à l'avoine. La direction des services agricoles réitère ainsi les mêmes objectifs de l'année dernière, où 114 909 hectares ont été emblavés pour enregistrer une récolte céréalière de 2,87 millions de quintaux, a-t-il dit. M. Boufedeché a, par ailleurs souligné que "toutes les conditions sont réunies pour mener à bien cette opération" grâce notamment aux efforts consentis par les céréaliculteurs locaux pour procéder au labour printanier de 43 803 hectares soit près de 38% de la surface à emblaver pour cette saison. Tous les opérateurs du

secteur agricole sont également mobilisés pour réussir l'imminente campagne labours-semences avec la mise à disposition en "quantités suffisantes" de semences et d'engrais mais aussi en offrant la possibilité aux producteurs d'avoir accès au crédit R'fig. Selon le chef du bureau de la réglementation et de la normalisation la surface à emblaver en céréales pourrait être revue à la hausse ou à la baisse en fonction des conditions climatiques et de la capacité des producteurs à réaliser leur objectif tracé.

SAIDA

Récupération de 1.900 hectares de terres agricoles inexploitées

La direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya de Saida a récupéré cette année 1.900 hectares de terres agricoles non exploitées par leurs bénéficiaires, a-t-on appris jeudi auprès de la DSA.

Les terres octroyées dans le cadre de l'opération d'extension de la superficie de mise en valeur et de soutien à l'investissement agricole ont été récupérées suite à des inspections sur terrain par une commission de wilaya spécialisée, ont affirmées cadres de la DSA à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de vulgarisation agricole. Les terres agricoles récupérées sont situées dans les régions d'Oued Lebtar, Mechraa Benhour, Maghdar, Mekiaada (commune de Maamoura) et El Hamra 2 (commune de Sidi Ahmed). Elles seront transférées à de nouveaux bénéficiaires pour concrétiser des projets agricoles.

La superficie totale des terres octroyées dans le cadre des projets d'investissement agricole dans la wilaya de Saida est estimée à 12.400 hectares répartis sur 209 bénéficiaires, dont 64 qui se sont engagés à concrétiser des projets agricoles liés à la culture de céréales, l'arboriculture fruitières et l'élevage.

La cérémonie, organisée dans la commune d'Ain Lahdjar, a été présidée par le wali de Saida, Saïd Sayoud. Une exposition de divers produits d'agriculteurs dans différentes filières s'est tenue dans une ferme privée "Dar El Fellah".

Le Wali de Saida a également donné le coup d'envoi de la campagne labours-semences dans la localité d'Ain El Manaa dans la même collectivité locale.

TIZI-OUZOU

Plus de 300 projets d'investissement agricole et agroalimentaire déposés à l'ANDI

Quelque 304 projets d'investissement agricole et agroalimentaire prévoyant la création de 3 980 emplois, ont été déposés au niveau de l'antenne de Tizi-Ouzou de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), a-t-on appris jeudi auprès de cet organisme public.

Selon un bilan de cette Agence arrêté au 30 septembre écoulé et présenté par cette même Agence, à l'occasion de la célébration de la journée nationale de vulgarisation agricole qui s'est déroulée à l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé (ITMAS), sur ces 304 projets, 223 relèvent de l'activité agroalimentaire et 81 de

l'activité agricole. Le montant global de ces investissements est estimé à plus de 28 milliards de DA. Ces projets d'investissement agroalimentaire touchent plusieurs activités dont les huileries et raffinage d'huiles d'origine végétale (62 projets), abattage et découpage industriel de viandes de boucherie (39), fabrication de produits pour l'alimentation des animaux (26), fabrication et transformation de produits alimentaires (26), production de lait et produits laitiers (15), fro mageries (10), extraction et transformation de matières animales et végétales (1), sucrerie et raffinage (1), entre autres.

Ces 223 projets dont le montant d'investissement global est de plus de 25,739 milliards de DA vont générer 3 366 emplois directs, selon le même bilan qui précise que 104 projets sont en cours de réalisation, 13 n'ont pas encore été lancés et 106 ont été annulés. Dans le domaine de l'activité agricole, les 81 projets d'investissement déclarés à l'ANDI représentant un investissement global de plus de 2,29 milliards de DA et projetant la création de 614 emplois directs, touchent plusieurs activités dont, l'engraisement de volailles et l'accoupage industriel (25 projets), suivi de l'entreposage frigorifique (20),

conditionnement et emballage de produits et denrées alimentaires (13).

A cela, s'ajoutent 8 dossiers de création d'entreprises de travaux forestiers et d'exploitation des forêts, 7 projets de centres de collecte de lait, 6 autres de création d'entreprises de travaux agricoles et traitement phytosanitaire, et deux pour le conditionnement de produits chimiques et engrais, selon le même bilan.

Sur ces 81 projets, 31 sont en cours de réalisation. Pour le reste des projets, 42 ont été annulés alors que 8 n'ont pas encore été entamés, a-t-on fait savoir dans le même document.

La célébration de la 27ème édition de la journée nationale de la vulgarisation agricole a été marquée par l'organisation, par la direction locale des services agricoles, d'une exposition à l'ITMAS, inaugurée par le wali Mahmoud Djamaa, mettant en valeur la diversité de la production agricole locale et la contribution de la femme rurale dans ce secteur. S'exprimant en marge de cette manifestation, le wali a relevé que la wilaya dispose de compétences importantes dans le domaine, représentées par les agriculteurs mais aussi par la femme rurale qui occupe une place non négligeable dans le secteur.

TIARET

Facilités pour promouvoir les investissements dans le domaine de l'agriculture

Le wali de Tiaret a annoncé, jeudi, que toutes les facilités seront accordées pour la promotion des investissements et soutenir les innovateurs, en particulier les jeunes dans le domaine de l'agriculture dans la wilaya afin d'assurer la sécurité alimentaire nationale. Mohamed Amine Dramchi a souligné, lors d'une visite à une exposition organisée à l'occasion de la journée nationale de vulgarisation agricole sous le slogan "Modernisation du secteur agricole et diversification de la production - soutenir notre sécurité alimentaire et faire face aux crises", que cette exposition a révélé de nombreuses énergies et innovations. Il a fait savoir,

dans ce sens, que toutes les facilités seront accordées et tous les efforts fournis pour accompagner la réalisation de projets sur le terrain, notamment dans le domaine de l'agriculture intelligente et l'introduction des technologies modernes dans l'agriculture dont le projet de fermes intelligentes présenté par des étudiants de l'Université "Ibn Khaldoun" de Tiaret et des projets concernant de nouveaux systèmes d'irrigation et d'abreuvement du bétail et la production de nouvelles variétés de semences. Lors de cette exposition, organisée par la direction des services agricoles et la chambre d'agriculture de la wilaya, le wali a appelé les diplômés uni-

versitaires du domaine agricole et les investisseurs à concrétiser leurs idées et à créer des opportunités de coopération avec la DSA à travers la conclusion d'accords avec des innovateurs, afin de faire bénéficier les agriculteurs de méthodes pour développer la qualité et la quantité de la production agricole. Une cinquantaine d'exposants ont pris part à cet événement, dont des producteurs et des représentants de divers instituts agricoles, de coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS), de dispositifs de soutien à l'emploi, d'institutions financières et d'assurance et la Chambre d'artisanat et de métiers.

EL TARF

Deux dealers neutralisés

Les éléments de la brigade de stupéfiants relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'El Tarf ont mis fin aux agissements de deux dealers et récupéré un (1) kg de kif traité dans la localité de Ben M'Hidi, a-t-on appris vendredi, auprès du chargé de communication de ce corps de sécurité.

Agissant sur la base d'informations faisant état de trafic de drogue, suite à l'arrestation, récemment, d'un baron de drogue et huit (08) de ses acolytes, les services de police ont ouvert une enquête qui s'est soldée par l'identification et puis l'arrestation de ces deux récidivistes, a ajouté le commissaire principal Mohamed Karim Labidi.

Les deux auteurs présumés, originaires d'El Tarf, ont été appréhendés en possession de 1kg de kif traité qu'ils s'approprièrent à écouler, a-t-on précisé signalant que l'opération s'est également soldée par la saisie d'un lot d'armes blanches. Après parachèvement des procédures d'usage, les deux mis en cause, âgés d'une trentaine d'années, ont été présentés par devant le magistrat instructeur près le tribunal de Dréan qui les a placés sous mandat de dépôt, pour "trafic de drogue" et "port d'armes blanches prohibées", a-t-on conclu de même source. fies ainsi que du matériel bureautique et des téléphones portables. Après finalisation des procédures légales en vigueur, le mis en cause a été présenté devant la juridiction compétente, conclut le document.

ENERGIE

Sonelgaz : signature d'accords de fusion-absorption de 3 filiales par Shariket Kahraba Skikda

Des traités de fusion-absorption et des accords de transferts du personnel des sociétés filiales de Sonelgaz, SKT-SKD-SKB, par la société SKS, détenue à 51% par Sonelgaz et 49% par Sonatrach, ont été signés, jeudi à Alger, en vue de permettre une meilleure réorganisation de l'activité de production de l'électricité et une réduction des coûts de gestion à la lumière de la crise financière actuelle.

Les accords et les traités ont été signés au siège de l'Institut de formation de l'électricité et du gaz de Ben Aknoun par les dirigeants de la Shariket Kahraba Terga (SKT), de Shariket Kahraba Kouidiat Eddraouch (SKD) et de Shariket Kahraba Berrouaghia (SKB) ainsi que par les secrétaires généraux de la Fédération nationale des travailleurs industries électriques et gazières et de la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie.

Dans une allocution lors de la cérémonie de signature de ces contrats, qui s'est déroulée en présence du P-dg de Sonatrach, Hakim Hekkar, ainsi que de plusieurs responsables des filiales et cadres du secteur énergétique, le Président directeur général (P-dg) du Groupe Sonelgaz, Chaher Boulakhras a affirmé que ces opérations de fusion des trois entreprises en une seule société de production d'électricité visent d'abord à réduire le nombre des filiales et à conférer à Shariket Kahraba Skikda un "nouveau souffle pour trouver de nouveaux marchés d'exportations d'électricité".

Cette opération de réorganisation s'inscrit, a-t-il précisé, dans le cadre de la politique de recentrage des moyens et des ressources humaines en vue d'affronter les changements intervenus dans le domaine de la production électrique.

La nouvelle filiale de Sonelgaz est appelée, selon M.

Boulakhras, à devenir la deuxième société de production électrique en Algérie aux côtés de la Société algérienne de production de l'électricité (SPE) créée en 2004 après la promulgation de la loi sur l'électricité N 02-01 relative à l'électricité et à la distribution du gaz par canalisation.

Le groupe Sonelgaz vise aussi à travers cette politique de recentrage de ses ressources et moyens de permettre à la nouvelle entreprise d'investir le secteur des énergies renouvelables, a tenu à faire savoir son P-dg.

Pour sa part, le P-dg de Sonatrach, Toufik Hekkar, s'est félicité de la concrétisation de cette opération de fusion, affirmant que cette réorganisation des filiales de Sonelgaz dont 49% des parts sociales sont détenues par la compagnie nationale des hydrocarbures va permettre de rationaliser les dépenses et de renforcer les moyens de production surtout en cette conjoncture financière qualifiée de "difficile" et de "sensible".

Le Secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières (FNTIEG), Achour Telli, a fait état, pour sa part, de sa satisfaction quant à cette fusion-absorption et des accords de transfert du personnel, assurant que les droits et les acquis sociaux des employés des filiales concernées demeureront préservés.

Dans le même ordre d'idées, le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie, Hamou Touahria, a évoqué la naissance à travers cette réorganisation d'une "grande entreprise" d'électricité estimant que l'opération profitera aussi bien aux travailleurs qu'à l'Algérie qui ambitionne de développer l'exportation de l'énergie électrique notamment auprès des pays voisins.

Selon le programme présenté à l'occasion autour du processus de fusion-absorption des SKT-SKD-SKB par la société SKS, cette opération a pris en considération tous les aspects afin de permettre une transition sans contrainte sur les plans juridique, financier et relationnel avec les partenaires.

La société absorbante, créée en mai 2003, disposait d'une capacité de production de 825 mégawatts (MW) et d'un effectif de 28 personnes.

A travers l'opération de fusion, elle aura désormais à son service une nouvelle capacité de production de 3582 MW et un effectif global de 315 personnes.

STARTUPS - CONFÉRENCE

Le Président Tebboune annonce le lancement du Fonds national pour le financement des start-up

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a annoncé samedi à Alger le lancement officiel du Fonds national pour le financement des startups dont le mode de fonctionnement se distinguera par une "flexibilité" et une "tolérance aux risques".

Intervenant à l'ouverture de la Conférence nationale des startups "Algeria Disrupt 2020", le Président Tebboune a affirmé que ce nouveau mécanisme de financement permettra aux jeunes porteurs de projets d'"éviter les banques et la lenteur bureaucratique qui en découlent, à travers cet outil qui se distinguera par la flexibilité dont ont besoin les start-up".

Ce Fonds qui sera certes financé par l'Etat, demeurera "ouvert au secteur privé et les sociétés étrangères qui souhaiteraient y contribuer financièrement", a-t-il souligné.

Organisée par le ministre délégué chargé de l'Economie



de la connaissance et des startups, cette conférence connaît près de 1.000 participants, entre startups, incubateurs, représen-

tants d'institutions gouvernementales et financières, opérateurs économiques, experts, associations, universités et centres de recherches.

A l'ordre du jour de la conférence figurent trois (3) panels traitant de thématiques en relation avec le cadre juridique, le capital risque "venture capital" et les incubateurs/accélérateurs.

En marge de la Conférence, a été organisée une exposition regroupant une quarantaine de start-up visant à mettre en exergue la créativité de la jeunesse algérienne qui continue à prouver ses potentialités notamment durant cette période de pandémie.

Le président Tebboune invite la communauté algérienne à l'Etranger à investir en Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a invité, samedi à Alger, les jeunes compétences de la communauté algérienne établie à l'Etranger à investir en Algérie notamment dans le domaine des startups.

Le président Tebboune, accompagné du Premier ministre, Abdelaziz Djerrad, et du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des startups, Yacine Oualid, s'exprimait alors qu'il visitait une exposition de startups algériennes, organisée en marge des travaux de la Conférence nationale des startups,

"Algeria Disrupt 2020" qui se tient au Centre international des conférences (CIC). M. Tebboune a visité l'exposition regroupant une quarantaine de startups, visant à mettre en exergue la créativité de la jeunesse algérienne qui continue à prouver ses potentialités notamment durant cette période de pandémie.

Le président de la République s'est ainsi entretenu avec les exposants qui lui ont présenté des aperçus sur leurs projets innovants ainsi que leurs différentes préoccupations. M. Tebboune les a ainsi rassurés de l'engagement de l'Etat à enlever les verrous bureau-

cratiques qui entravent leurs investissements. Il a, en outre, mis l'accent sur la nécessité de mettre en place une plateforme numérique relative au marché algérien et aux investissements disponibles en Algérie et de généraliser, en plus, l'utilisation des tablettes numériques au profit du secteur de l'Education nationale.

Près de 1.000 participants prennent part à ce rendez-vous, entre startups, incubateurs, représentants d'institutions gouvernementales et financières, opérateurs économiques, experts, associations, universités et centres de recherches.

Annnonce d'importantes mesures au menu

"Algeria Disrupt 2020", la Conférence Nationale des Startups, sera organisée samedi à Alger, avec, au menu, l'annonce de plusieurs mesures financières, juridiques et organisationnelles au profit de ces entreprises. Selon la "note conceptuelle" sur l'événement, préparée par le ministre délégué chargé de l'économie de la connaissance et des Startups, dont l'APS a obtenu une copie, "Algeria Disrupt" sera l'occasion d'annoncer la mise en place d'un nouveau mécanisme de financement, baptisé "Algerian start-up fund". Il sera également mis en exergue le nouveau cadre réglementaire dédié aux jeunes pousses, notamment la création d'un label "Startup", "Incubateur" et "Projet innovant" avec la mise en place du

Comité national de labélisation. Cette conférence, placée sous le haut patronage du président de la République, verra aussi le lancement de la plateforme nationale des startups (www.startup.dz), du premier accélérateur public "Algeria Venture" ainsi que de nouveaux mécanismes de promotion des startups et de la fintech (technologie financière): CIP, Finlab, compartiment Startup à l'a Bourse d'Alger. En outre, la conférence, qui verra la participation de plusieurs membres du Gouvernement, sera marquée par l'annonce de la création d'une nouvelle forme juridique plus adaptée aux startups "SPAS" ainsi qu'une nouvelle réglementation concernant le financement participatif "Crowdfunding". Près de 1.000

participants devront prendre part à ce rendez-vous, entre startups, incubateurs, représentants d'institutions gouvernementales et financières, opérateurs économiques, experts, associations, universités et centres de recherches. Trois panels seront organisés dans le cadre de cette conférence autour des thématiques en relation avec le cadre juridique, le capital risque "venture capital" et les incubateurs/accélérateurs. En marge des interventions, une exposition regroupant 40 startups aura lieu dans le cadre de cette manifestation afin de mettre en exergue la créativité de la jeunesse algérienne qui continue à prouver ses potentialités notamment durant cette période de pandémie. "Cette conférence s'inscrit dans le

cadre de la mise en œuvre des mesures phares prises par le gouvernement en faveur des startups et de l'économie de la connaissance", selon la note conceptuelle de l'événement qui souligne que "notre pays est devant un défi stratégique, celui de compter sur sa jeunesse et débordante de créativité et d'ingéniosité pour s'imposer comme un véritable "Startup nation" en Afrique et dans le monde". "Il devient donc important et urgent de faire de l'Algérie le nouvel eldorado pour les entreprises innovantes, et ce, en ayant un cadre réglementaire propice au développement des startups mais aussi en ayant des mécanismes de financements qui répondent à leurs besoins", insiste la même source.

INDUSTRIE

Relance du tissu industriel dans le respect des normes environnementales (Ait Ali Braham)

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham a affirmé, jeudi à Alger, que le Gouvernement œuvrait à la relance du tissu industriel en respectant toutes les normes environnementales. S'exprimant lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée à la réponse aux questions orales, M. Ait Ali Braham a précisé que son département œuvrait à la relance du tissu industriel, public et privé, dans les plus brefs délais, en respectant toutes les normes environnementales et en assurant la fourniture de la matière première au secteur. En réponse à une question sur la situation de la Tannerie de Jijel et les dégâts environnementaux et sanitaires découlant de son activité ainsi que les mesures devant être prises pour y faire face, le ministre de l'Industrie a indiqué que ladite tannerie, de même que le Groupe public qui la gère, étaient tenus de

"trouver toutes les solutions environnementales nécessaires, comme c'est le cas pour les déchets solides qui seront utilisés comme fertilisants naturels". M. Ait Ali Braham a également écarté l'idée de délocaliser ou fermer la tannerie existante dans la région depuis 1965. En ce qui concerne l'idée de réalisation d'une station d'épuration des eaux dans la région, le ministre a précisé que de tel projets doivent faire l'objet d'une étude intersectorielle, notamment le secteur de l'urbanisme. Répondant à une autre question relative au retard accusé dans le projet de transformation du phosphate de Bled El-Hadba à Tébessa, M. Ait Ali Braham a indiqué que le projet avait été pris en charge par le ministre des Mines, exprimant son souhait quant au parachèvement du projet, censé entrer en phase de production en 2021. Pour ce qui est du projet de fabrication du verre à El Aouinet

(Tébessa), le ministre a fait savoir que ce projet était "à l'arrêt" actuellement. Néanmoins, la politique du Gouvernement consiste en la relance des projets, au service de l'économie nationale, évoquant "la possibilité de relancer ce projet". En ce qui concerne les Moulins d'El Aouinet, il a indiqué que sa production était en amélioration après la mise en place de deux plans de développements. Quant à l'unité de production de détergents dans la même commune, M. Ait Ali Braham a affirmé que ce dossier était en cours d'examen, du point de vue juridique et organisationnel, afin d'identifier les problèmes évoqués. Enfin, il a estimé que la relance de tous ces projets requerrait "une révision de la gestion du secteur public et le recours à la nouvelle loi de Finances à l'effet de tracer la politique économique du pays".

PÉTROLE

Le prix moyen du panier de l'Opep à moins de 40 dollars le baril

Le prix du panier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est affiché à 39,94 dollars le baril jeudi, contre 40,65 dollars la veille, selon les données de l'Organisation pétrolière publiées vendredi sur son site web.

Le panier de référence de l'Opep constitué de 13 pétroles bruts, dont le Sahara Blend algérien, a enregistré ainsi une baisse de 71 cents.

Le baril de Brent de la mer du Nord, côté sur le marché de Londres, sur lequel est établi le pétrole algérien, a fini à 42,15 dollars, en baisse de 0,33% par rapport à la clôture de mercredi.

Dans la journée de vendredi, il est tombé à 39,35 dollars, soit une chute de 3,86%. Les treize membres de l'Opep et leur alliés non Opep, tiennent depuis hier (mercredi) un atelier spécial de deux jours sur la prévision de la demande mondiale de pétrole et les perspectives du marché.

Le Secrétaire général de l'Opep, SE Mohammad Sanisi



Barkindo, qui a présidé l'atelier a souligné l'importance d'améliorer les normes de l'industrie pétrolière.

Dans son discours publié sur le site de l'organisation, M. SE Barkindo a déclaré que

l'Opep restait prudemment optimiste quant à la reprise du marché pétrolier.

Le Secrétaire général a souligné l'impacte de la crise sanitaire du Covid-19 sur le marché pétrolier en notant

les difficultés auxquelles certains pays sont actuellement confrontés, alors qu'une autre vague d'infections au Covid-19 a émergé.

Alors même que le monde continue de lutter contre les résurgences du virus, de grandes incertitudes et risques continueront de déstabiliser le marché pétrolier et d'affecter le rythme de la reprise économique, s'est-il inquiété.

L'atelier a fourni une plate-forme à travers laquelle les points de vue sur l'amélioration de l'analyse globale, de la transparence et de la communication des données pourraient être encore renforcés et améliorés ce qui devrait contribuer, selon lui, de soutenir l'industrie énergétique.

Les prix du pétrole chutent, perturbés par la contamination de Trump

Les cours pétroliers ont chuté de plus de 4% vendredi, au lendemain d'une dégringolade similaire, malmenés par l'incertitude découlant de la contamination au Covid-19 de Donald Trump et par une offre d'or noir bien supérieure à la demande. Le baril américain de WTI pour livraison en novembre a abandonné 4,31% ou 1,67 dollar par rapport à la clôture de jeudi, à 37,05 dollars.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour décembre est tombé à 39,27 dollars, en chute de 4,06% ou 1,56 dollar.

WTI et Brent ont également enregistré leur deuxième baisse hebdomadaire consécutive, lâchant respectivement 7,95% et 6,32%. La contamination par le

coronavirus du président Trump ajoute une couche d'incertitude supplémentaire pour les marchés des matières premières", a expliqué David Fyfe, analyste chez Argus Media. Jeudi, les deux cours de référence du brut avaient franchi la barre des -5% en séance, avant de limiter leurs pertes et de n'abandonner "que" 3% à la clôture.

Donald Trump, 74 ans, a fait savoir dans un tweet dans la nuit de jeudi à vendredi qu'il avait été testé positif au Covid-19, tout comme sa femme Melania, et qu'il se mettait en quarantaine. Le médecin de la présidence américaine a dit s'attendre à ce que M. Trump "continue à assumer ses fonctions sans perturbations

pendant sa convalescence". Cette nouvelle "vient s'ajouter aux mauvais signaux économiques reçus par le marché tout au long de la semaine. Les investisseurs constatent que la demande d'or noir, après un rebond pendant l'été, s'essouffle, et que les économies sont peut-être en train de rater le coche de la reprise", a complété M. Fyfe. L'absence d'un nouveau plan de relance américain n'arrange rien, selon Jeffrey Halley, de Oanda.

"La combinaison d'une demande tiède, de l'augmentation de l'offre mondiale et de l'incertitude politique américaine entraîne un puissant cocktail baissier", avait résumé plus tôt dans la journée Stephen Brennock, analyste de PVM.

BREXIT

Boris Johnson se dit "assez optimiste" en vue d'un accord

Le Premier ministre britannique Boris Johnson s'est déclaré "assez optimiste" au sujet d'un accord post-Brexit, dans un entretien au Telegraph, alors qu'il doit échanger en visio-conférence avec la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen samedi, en vue du sommet européen du 15 octobre.

"Le Royaume-Uni a toujours été clair sur ce que nous voulons, nous voulons un accord comme celui passé (par l'UE) avec le Canada", a expliqué M. Johnson, avant d'ajouter: "Nous avons été membres (de l'Union européenne) pen-

dant 45 ans, et je ne vois pas pourquoi ils ne peuvent pas avoir le même accord avec nous, donc je suis plutôt optimiste". Le sommet européen prévu le 15 octobre constitue la date butoir pour qu'un accord soit trouvé et puisse être mis en application d'ici à la fin de l'année. Les prochaines avancées pourraient se produire samedi après-midi, lors d'un échange en visio-conférence prévu entre Boris Johnson et Ursula von der Leyen.

L'échange intervient après une nouvelle semaine de discussions commerciales menées par le négociateur européen Michel Barnier et

son homologue britannique David Frost. "Nous devrions intensifier les négociations. Cela vaut la peine d'y travailler dur", a déclaré Mme von der Leyen, à l'issue d'un sommet européen où elle a fait un point sur la situation avec les dirigeants européens.

"Nous manquons de temps", a-t-elle insisté, sans détailler ses attentes auprès du Premier ministre britannique. Ce dernier a estimé, dans les colonnes du Daily Telegraph, que les chances de parvenir à un accord étaient "très bonnes si tout le monde fait preuve de bon sens". Alors que le temps presse, plusieurs sujets sensi-

bles empêchent toujours la signature d'un accord entre les deux parties, comme la gouvernance du futur accord ou l'éternelle question des garanties exigées par l'UE, ainsi que la question de la pêche, sujet explosif. Côté britannique, les négociateurs espèrent parvenir rapidement au fameux "tunnel" de négociations, ce moment où un accord semble suffisamment proche pour se lancer dans des pourparlers à huis clos en continu.

"Il faut se calmer un peu avec le tunnel", a cependant tempéré une source européenne. "Il n'y a aucun signe que nous en sommes là".

JAPON

Le chômage a augmenté en août, au plus haut depuis 2017

Le chômage a continué à augmenter au Japon en août, atteignant son plus haut niveau en trois ans, alors que l'économie, malmenée par la pandémie de coronavirus, peine à se rétablir. Le taux de chômage s'est établi à 3% en août, au plus haut depuis mai 2017, selon des données du ministère des Affaires intérieures publiées vendredi, après 2,9% en juillet et 2,8% en juin.

L'écart entre l'offre et la demande s'est de nouveau réduité par rapport à juillet, à raison de 104 offres d'emploi pour 100 demandeurs, soit son niveau le plus bas

depuis janvier 2014. Si cet écart demeure positif dans le pays frappé par une pénurie de main-d'œuvre en raison de son déclin démographique accéléré, il est cependant nettement inférieur aux niveaux d'avant la pandémie: ainsi, en janvier, on dénombrait encore 149 offres d'emplois pour 100 demandeurs.

Le taux de chômage "va sans aucun doute continuer à monter au cours des prochains mois", a estimé Capital Economics dans une note. Mais la firme, qui il y a un mois prédisait qu'il atteindrait 4% cette année, reconnaît que ses prévi-

sions étaient "un peu trop pessimistes". Le Japon, moins touché que d'autres pays industrialisés par la pandémie de coronavirus, avec quelque 83.000 cas d'infection et environ 1.500 morts, avait déclaré un état d'urgence en avril et mai moins restrictif que les confinements mis en place dans de nombreux pays.

Son économie peine cependant à repartir, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration souffrant notamment toujours de la fermeture des frontières du pays au tourisme et de l'inquiétude de la population face à la maladie Covid-19.

ETATS-UNIS

Le taux de chômage en baisse en septembre

Le taux de chômage aux Etats-Unis a baissé un peu plus qu'attendu en septembre, et s'est établi à 7,9% mais le nombre d'emplois créés est bien inférieur à celui du mois d'août, a annoncé vendredi le département du Travail.

Le taux de chômage baisse un peu par rapport à celui du mois d'août, qui était de 8,4%, et est meilleur que les attentes des analystes qui étaient de 8,2%. En revanche, le nombre de créations d'emplois a déçu, 661.000 emplois ont été créés, quand les analystes en attendaient 800.000.

Et c'est surtout plus de deux fois moins que les 1,5 million d'emplois créés en août, selon des données révisées en hausse et publiées vendredi. Ce rapport sur l'emploi est le dernier à être publié avant l'élection présidentielle du 3 novembre.

"En septembre, les créations d'emplois ont été importantes dans les loisirs et l'hébergement, dans le commerce de détail, les soins de santé et l'assistance sociale, et dans les services aux professionnels et aux entreprises", détaille le département du Travail. En revanche, l'emploi public a reculé, principalement dans les administrations des 50 Etats du pays et l'éducation, gérée par les collectivités locales. Au total, 12,6 millions de personnes étaient au chômage. Comme en août, une partie de personnes licenciées temporairement a retrouvé un emploi. Environ 781.000 Américains rejoignent toutefois les rangs des chômeurs de longue durée - depuis plus de six mois -, qui sont désormais 2,4 millions.

MARCHÉ MONDIAL DU FERROVIAIRE En baisse de 8% en 2020

La crise du coronavirus devrait faire reculer les ventes de l'industrie ferroviaire de 8% cette année, mais le secteur va pouvoir rebondir assez rapidement, selon une étude de l'Union des industries ferroviaires européenne (Unife), publiée vendredi.

"Le marché du transport ferroviaire a été touché par la pandémie, qui a temporairement mis un terme à la forte croissance que nous connaissions", a constaté le PDG d'Alstom Henri Poupard-Lafarge, qui préside l'Unife.

"Néanmoins, après une année 2020 difficile, nous sommes convaincus que les divers plans de relance combinés à une demande croissante pour les solutions de mobilité durable vont permettre une solide reprise du marché, avec une croissance moyenne de 2,3% entre les périodes 2017-19 et 2023-25", a-t-il ajouté, cité dans un communiqué.

Le marché mondial avait atteint en 2019 un volume record de 177 milliards d'euros, selon l'étude de l'Unife, réalisée par le cabinet de conseil allemand Roland Berger.

Avant d'être stoppée net par le Covid-19, il était en croissance de 3,6% par an, porté par les ventes de matériel roulant (+6,8%), la région Asie-Pacifique et l'Europe occidentale étant les zones les plus dynamiques.

Les auteurs de l'étude estiment probable une "reprise rapide" -en "V"-, portant les ventes mondiales du secteur à 204 milliards d'euros d'ici 2025, selon l'Unife. "Les mégatendances telles que l'urbanisation, la croissance démographique mondiale et la sensibilisation croissante à l'environnement entraîneront une augmentation du nombre de passagers, tandis que la numérisation et l'automatisation rendront le secteur ferroviaire plus attractif", estime Andreas Schwilling, expert chez Roland Berger. Des programmes publics comme le "Green Deal" européen, le transfert programmé de trafic vers les chemins de fer et l'expansion des transports publics dans les grandes villes garantiront également le développement du rail, à condition que le financement public suive, selon lui.

L'Unife s'inquiète parallèlement des barrières commerciales, notamment en Asie, qui rendent inatteignables 38% du marché mondial pour les constructeurs européens, contre 37% il y a deux ans. "Le marché doit être ouvert de la même manière pour tous les constructeurs ferroviaires, nationaux ou étrangers", a plaidé le directeur général de l'Unife Philippe Citroën, cité dans le communiqué. "Des règles du jeu impartiales sont essentielles pour des systèmes ferroviaires efficaces, et nous appelons les institutions à garantir que la concurrence soit équitable afin de prévenir toute nouvelle baisse de l'accessibilité du marché", a-t-il ajouté.

PROJET DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION "Accorde une importance à la participation de la société civile dans l'édification d'un Etat fort" (Berramdane)

Le conseiller auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger Nazih Berramdane a mis en relief, jeudi, à El Tarf, l'importance accordée dans le projet de la révision de la Constitution, soumis le 1er novembre prochain à un référendum populaire, à la participation de la société civile, dans l'édification d'un Etat fort.

Lors d'une rencontre de concertation avec les représentants de la société civile, en présence du wali Harfouche Benarar et du président de l'Assemblée populaire de wilaya, Makhdar Bouhara, M. Berramdane a déclaré que "le mouvement associatif n'est pas protagoniste mais complémentaire des institutions de l'Etat et son implication contribuera à la construction de l'Algérie nouvelle". Le document portant révision de la Constitution mis en exergue, a-t-il dit, le rôle de la société civile et consacre le principe de la démocratie participative entre les institutions de l'Etat et le mouvement associatif. "Tout en insistant sur l'importance de l'implication de la société civile dans la mise en place d'une démocratie participative en veillant à assurer "formation et encadrement" à ses acteurs, M. Berramdane a souligné "qu'il faudrait œuvrer pour ne laisser place à aucune faille qui pourrait nuire à cette complémentarité", appelée, a-t-il dit, à contribuer à l'émergence de l'Algérie Nouvelle.

Plus explicite, il a ajouté que "toute faille laissera place à l'infiltration d'opportunistes". Le conseiller auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, relevant les facilités accordées par l'Etat pour le renforcement de la société civile, notamment la création de nouvelles associations locales a salué "l'importante mobilisation" du mouvement associatif dans le cadre de la gestion de la pandémie liée au covid19, notamment la fabrication de bavettes et la sensibilisation du citoyen à l'importance de respecter le dispositif de prévention et de lutte contre ce virus.

Lors des débats, les représentants de la société civile ont soulevé diverses préoccupations ayant trait aux difficultés rencontrées sur le terrain et la nécessité de les aplanir pour leur permettre d'œuvrer "comme il se doit au profit du citoyen".

SOLIDARITÉ La ministre de la Solidarité exhorte les établissements du secteur à l'insertion des personnes âgées dans la vie sociale

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou a insisté, jeudi à Sidi Bel-Abbes, sur l'impératif de prendre des mesures nécessaires au niveau de tous les établissements du secteur pour insérer les personnes âgées dans la vie sociale.

Mme Krikou a déclaré, à la presse lors d'une visite d'inspection à l'une des structures relevant de son secteur à Sidi Bel-Abbes, que son département ministériel œuvre à insérer cette catégorie de vieillards dans la vie sociale, considérant cela comme "consécration des principes et valeurs de la société algérienne".

La ministre a valorisé l'insertion sociale de certains cas ces derniers temps, à l'instar d'une opération d'insertion d'une personne âgée qui était à l'auspice des vieillards de la ville de Sidi Bel-Abbes et qui a retrouvé la chaleur familiale au milieu des siens après que son fils ait bénéficié d'un logement social dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, qualifiant ce modèle d'insertion "d'exemple édifiant". Exprimant son souhait de voir se généraliser ce genre d'expériences au niveau national, Kaouthar Krikou a fait savoir que les services de son secteur veillent avec soins à une meilleure prise en charge des personnes âgées grâce à l'accompagnement de la société civile.

Mme Krikou a réitéré l'engagement de l'Etat à prendre en charge les personnes âgées et qui œuvre à les insérer dans la vie sociale, ajoutant que cela sera renforcé dans le cadre de l'amendement constitutionnel qui sera soumis au référendum le 1er novembre prochain, de même qu'elle a appelé la société civile et les citoyens à se rapprocher des directions de l'action sociale pour les informer sur la situation des personnes âgées en difficulté, dans le cadre de la coordination des efforts et de solidarité avec cette frange de la société. La ministre a présidé une cérémonie en l'honneur de Kheiri Ali et son épouse Missouri Aïcha résidents à la maison des vieillards de Sidi Bel-Abbes, à l'occasion de leur mariage.

SOMMET ONU SIEN SUR LA BIODIVERSITÉ L'Algérie appelle la Communauté internationale à la coordination pour concrétiser les objectifs de la CDB

Le ministre des Affaires étrangères Sabri Boukadoum a appelé à œuvrer "en synergie et de façon coordonnée", en vue de concrétiser les objectifs de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

Dans une allocution prononcée devant les participants au Sommet de l'ONU sur la biodiversité, tenu le 30 septembre 2020, en marge des travaux de la 75e session de l'Assemblée générale des Nations unies, M. Boukadoum, en sa qualité de représentant du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a passé en revue "les efforts consentis par l'Algérie pour la préservation de la biodiversité conformément à ses priorités nationales".

"La position géographique et l'immense surface de l'Algérie l'ont érigée en un pays qui recèle de nombreux écosystèmes ayant permis l'existence de près de 16.000 espèces animales et végétales jouissant d'une protection assurée par les cadres juridiques et réglementaires en vigueur au



niveau national", a-t-il souligné. A l'occasion, M. Boukadoum a mis en exergue les plans nationaux et sectoriels qui ont permis, a-t-il dit, "d'atteindre un ensemble d'objectifs fixés au niveau international, dont le 11e objectif d'Aichi relatif aux aires protégées". Pour le

ministre, cet effort s'est concrétisé, à travers un ensemble d'activités et de projets réalisés par plusieurs secteurs, tels le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, le ministère de la Pêche et le ministère de la

Culture et des Arts dans le cadre des parcs culturels, d'autant plus que ces activités ont permis de déterminer des réserves naturelles couvrant pas moins de 45 % du territoire national", a-t-il expliqué.

Le ministre des Affaires étrangères a, enfin, salué "la cohérence qui caractérise les principales causes environnementales, ce qui amène la Communauté internationale à œuvrer en synergie et de façon coordonnée, pour la concrétisation des objectifs de la CDB, ce qui exige, a-t-il insisté, des pays développés, de par "leur responsabilité historique", à travailler pour "assurer l'appui technique et financier, à même de permettre à leurs partenaires parmi les pays en voie de développement, d'atteindre les objectifs tracés par cette Convention".

CORRUPTION Séminaire sur le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption lundi à Alger

L'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), organise, lundi prochain, un séminaire national, sous le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption, indique jeudi un communiqué de cet organisme.

Organisé au Centre international des conférences (CIC) "Abdellatif Rahal", ce séminaire verra la participation de représentants du mouvement associatif et

d'organisations professionnelles, d'universitaires et de professionnels des médias, en présence du conseiller du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger et du conseiller du président de la République chargé des associations religieuses, précise la même source.

Cette rencontre constitue "une plate-forme de discussions et d'échanges sur la thématique et vient souligner le rôle important que peut jouer la société civile dans

les efforts de prévention et de lutte contre la corruption, en tant qu'acteur principal du système national d'intégrité", a-t-on souligné.

Par ailleurs, et dans le cadre du renforcement des capacités de la société civile dans la lutte contre la corruption, l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption organise une session de formation de trois jours (du 6 au 8 octobre 2020) au profit des associations actives dans le domaine de prévention de la corruption et les domaines connexes.

RÉGIONS - DÉVELOPPEMENT Mobilisation d'importantes affectations financières en faveur des zones d'ombre en 2021

Le Conseiller du Président de la République, chargé des zones d'ombre, Ibrahim Merad a annoncé, jeudi depuis Chlef, la mobilisation d'importantes affectations financières au titre de la loi de finances 2021 pour la prise en charge optimale des préoccupations des habitants de ces régions.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite effectuée dans les zones d'ombre à Chlef, M.

Merad a annoncé que "d'importantes affectations financières seront mobilisées en faveur des zones d'ombre au titre de la loi de finances 2021 pour la prise en charge optimale de ces régions".

"La garantie des ressources financières et la définition minutieuse des priorités et besoins des zones d'ombre contribueront à la prise en charge de toutes les préoccupations soulevées notamment en ce qui concerne les projets de raccordement au réseau d'électricité et de gaz outre l'approvisionnement en eau potable, les réseaux d'évacuation sanitaire et l'amélioration des secteurs de l'Education et de la Santé", a-t-il souligné.

A ce propos, le même responsable a fait savoir que le Président de la République accordait un intérêt majeur à ce programme visant à éradiquer les zones d'ombre en

améliorant les conditions de vie du citoyen à travers tout le territoire national.

Le Conseiller du Président de la République a donné des instructions aux responsables locaux et aux services concernés pour trouver des solutions réelles et concrètes, ainsi, la majorité des projets et des opérations de développement dans les plus brefs délais.

M. Merad s'est rendu, dans le cadre de sa visite, dans des zones éloignées dans cinq communes à savoir: EL-Hnichet (commune de Sobha), Soualhia (Taougrite), Nouasria (Dahra), Bousedjel (El Marsa) et Chéaala (Sidi Akkacha).

Par ailleurs, le

Conseiller du Président et le wali de Chlef, Lakhdar Seddas, ont écouté les préoccupations des habitants de ces zones et des régions avoisinantes ayant bloqué la voie au convoi officiel pour exprimer leur mécontentement tout en soulevant une série de revendications que le premier responsable de la wilaya a promis de prendre en charge.

A rappeler que la wilaya de Chlef compte 353 zones d'ombre au niveau desquelles plusieurs projets de raccordement aux voiries et réseaux divers (VRD) ont été lancés, outre l'ouverture de plusieurs sentiers ruraux sinueux pour désenclaver ces régions.

APS

LIBYE - MIGRANTS

Le Conseil de sécurité renouvelle l'autorisation pour inspecter les navires de migrants

Le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé d'un an la résolution autorisant les Etats membres d'inspecter des navires au large des côtes libyennes dans le cadre de la prévention du trafic de migrants, rapportent samedi des médias.

Dans sa résolution adoptée vendredi, le Conseil de sécurité "condamne tous les actes de trafic de migrants et de traite des êtres humains à destination, à travers et en provenance du territoire libyen et au large des côtes libyennes qui compromettent davantage le processus de stabilisation de la Libye et mettent en danger la vie de centaines de milliers de personnes".

En outre, la résolution salue les mesures prises depuis la première résolution sur l'inspection et la saisie des navires impliqués dans le trafic de migrants et la traite des êtres humains en 2015 et encourage leur poursuite.

Dans ce contexte, l'ambassadeur adjoint de l'Allemagne aux Nations unies, Gunter Sautter, a déclaré que "la prévention du trafic de migrants et de la traite des êtres humains était très importante" et que l'opération de l'Union européenne + Irini+



se poursuivrait, mais a noté que la résolution était un "appel à l'action" pour l'ensemble de la communauté internationale, pas seulement pour l'UE.

La Libye, plongée dans le chaos depuis la chute de l'an-

ciens de Maamar El-Gueddafi en 2011, est devenue un point de transit majeur pour les migrants vers l'Europe.

L'Office international pour les migrations a estimé en mars que le nombre de morts parmi

les migrants qui tentaient de traverser la Méditerranée avait dépassé le "sombre cap" de 20.000 morts depuis 2014.

L'Union européenne a lancé une mission navale, l'opération Sophia, en 2015 après que des dizaines de milliers de migrants se soient embarqués dans une traversée potentiellement dangereuse de la Méditerranée vers l'Europe.

Mais l'Italie a bloqué l'opération Sophia, affirmant que les navires de guerre attireraient des migrants vers les côtes européennes.

Des avions et des drones étaient toujours utilisés.

En mars, l'UE a lancé une nouvelle mission navale en Méditerranée pour faire appliquer l'embargo sur les armes de l'ONU sur la Libye, baptisée Irini, le mot grec pour "paix", et a déclaré qu'elle utiliserait les "ressources aériennes, satellitaires et maritimes".

MIGRANTS

Le Mexique déploie des militaires à sa frontière avec le Guatemala

Le Mexique a déployé des militaires le long de sa frontière avec le Guatemala à l'annonce de l'arrivée de la caravane de migrants honduriens qui traversent actuellement le Guatemala pour tenter de rejoindre les Etats-Unis, en dépit des menaces d'arrestation du président guatémaltèque.

"Il y aura des centaines de membres des services de l'immigration, de la Garde nationale et des forces armées", a déclaré vendredi Francisco Garduño, directeur de l'Institut national des migrations (INM). "Ils ne vont pas passer", a-t-il assuré devant la presse, appelant les migrants à "respecter la loi sur l'immigration". "Ce n'est pas un crime de venir dans le pays mais cela doit se faire dans le respect total de la loi. Bienvenue à tous, mais dans l'ordre", a-t-il lancé. Plus tôt dans la matinée, le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador avait laissé entendre que cette caravane a été "formée" dans le but d'impliquer le Mexique dans la campagne présidentielle américaine. "C'est très bizarre que cette caravane se mette en route à la veille de l'élection aux Etats-Unis (...) je n'ai pas tous les éléments mais je crois qu'il y a des indices (qui montrent) qu'elle s'est formée dans ce but", avait-il déclaré.

CLIMAT - RECHERCHE

La péninsule Antarctique vit son année la plus chaude depuis plus de 30 ans

L'année 2020 est la plus chaude jamais enregistrée dans la péninsule Antarctique, au nord du continent Antarctique, au cours des trois dernières décennies, note une étude de l'Université de Santiago du Chili publiée vendredi, qui qualifie ce constat d'"alarmant".

"Les températures dans toute la péninsule Antarctique ont été supérieures de plus de 2 C aux valeurs habituelles", a expliqué Raul Cordero, climatologue et chef du Groupe de recherche Antarctique de l'Université de Santiago (Usach), dans un communiqué publié par l'Institut Antarctique chilien (Inach).

"Dans l'extrême nord de la péninsule Antarctique, la température moyenne a jusqu'à aujourd'hui été supérieure à zéro

degré. Cela ne s'était pas produit depuis 31 ans", a ajouté M. Cordero.

Il juge ce constat "alarmant" car cela pourrait indiquer que le rythme rapide de réchauffement observé dans la région à la fin du XXe siècle, et qui avait diminué au cours des deux dernières décennies, est en train de reprendre.

Selon les mesures effectuées par une équipe de recherche de la station météorologique située sur l'île du Roi George, quatre vagues de chaleur se sont produites : deux en été austral, une en automne et la dernière au milieu de l'hiver.

Au total, 34 journées ont été considérées comme extrêmement chaudes.

Pendant l'hiver austral, lorsque les températures sont normalement les plus

froides, le thermomètre a affiché jusqu'à 5 degrés, empêchant les eaux de la baie de Maxwell de geler.

Cependant, d'autres moments, des températures hivernales de -16,8 C ont été enregistrées, les plus basses depuis 1970.

Par ailleurs, les précipitations accumulées sur l'île du Roi George jusqu'au début du mois de septembre ont dépassé 400 millimètres, soit 100 mm de plus que les valeurs typiques.

La péninsule Antarctique est la partie la plus septentrionale du continent Antarctique, celle la plus proche de la pointe de l'Amérique du sud, où se trouvent les bases scientifiques et militaires de plusieurs pays, dont l'Argentine, le Chili et le Royaume-Uni.

INTEMPÉRIES DANS LE NORD DE L'ITALIE

Un mort et deux disparus

Des inondations ont fait au moins un mort et deux disparus dans la nuit de vendredi à samedi dans le nord de l'Italie, ont indiqué les secours, ajoutant que le cœur de Venise devrait être submergé dans la journée.

Les intempéries ont frappé la Lombardie, la Vénétie et la Ligurie, région limitrophe du

sud-est de la France où neuf personnes étaient portées disparues samedi après des pluies diluviennes et des crues soudaines.

Un pompier volontaire est mort au cours d'une intervention dans le Val d'Aoste (nord-ouest) et un homme, de nationalité italienne, est porté disparu à

la frontière franco-italienne, près du tunnel routier de Tende.

Une autre personne est portée disparue dans le Piémont.

A Venise, habitants et touristes convergeaient pour observer l'"acqua alta", une marée haute anormale inondant des dizaines de boutiques et hôtels ainsi que la fameuse place Saint-

Marc, selon des médias. La montée des eaux, attendue à son pic à la mi-journée, devrait être limitée par un nouveau système de digues mobiles.

La cote est estimée à 1,35 mètre, contre 1,87 m l'an dernier en novembre, une des mesures les plus hautes jamais enregistrées, d'après la même source.

FRANCE - INTEMPÉRIES

9 disparus et des villages isolés

Des centaines de pompiers étaient mobilisés samedi pour retrouver neuf personnes portées disparues suite à des pluies diluviennes qui ont emporté des maisons et laissé des villages coupés du monde dans la région niçoise dans le sud-est de la France, selon les pompiers.

"Actuellement, nous sommes sur un bilan de neuf personnes avérées disparues et trois supposées disparues", ont indiqué les pompiers. Dans le cas des personnes "supposées disparues", les autorités ne disposent que de signalements assez vagues contrairement aux autres cas où des témoins ou des pompiers ont vu directement les personnes emportées par les flots.

Parmi les personnes disparues figurent deux pompiers et un gendarme, ainsi que deux personnes qui auraient été emportées

par les flots dans l'effondrement de leur maison. Les communes les plus touchées se trouvent dans l'arrière pays de Nice, dans les vallées de la Roya, dans la zone de Tende et dans la vallée de la Vésubie, enclavées dans des zones montagneuses du massif des Alpes.

"On a de nombreuses maisons qui ont été emportées ou détruites, des communes comme Saint-Martin-Vésubie sont coupées du monde", ont encore indiqué les pompiers.

Dans ce village de quelque 1.400 habitants où un pont a été emporté par les flots vendredi, les pompiers ont procédé à des dizaines de mise en sécurité durant la nuit, ont-ils précisé.

Le réseau téléphonique est très faible, et les communications très difficiles.

Des milliers de foyers sont privés d'électricité, selon le gestionnaire du réseau Enedis,

tandis que de nombreuses routes de la région sont toujours coupées, soit parce qu'elles ont été ébouffées, soit en raison des risques d'éboulement.

Les cumuls de pluie sur l'ensemble de cet épisode "ont atteint en général 200 à 350 mm et jusqu'à 500 mm ponctuellement", dans l'arrière-pays, selon Météo France, ce qui a entraîné de violentes crues de cours d'eau de la région.

Dans la ville de Nice, elle aussi touchée par de forts vents et des trombes d'eau, des centres d'hébergement ont accueilli dans la nuit quelques personnes ne pouvant rejoindre les vallées.

La région niçoise a été très affectée à l'automne 2019 par des intempéries qui avaient fait 14 morts en deux semaines dans le Sud-Est de la France.

INDE

5 policiers suspendus dans une affaire de viol collectif meurtrier

Cinq policiers indiens ont été suspendus pour avoir apparemment tenté d'étouffer le cas d'un viol collectif d'une jeune femme ayant provoqué sa mort, une affaire qui a suscité l'indignation et d'importantes manifestations dans tout le pays. Cette jeune fille de 19 ans avait été attaquée alors qu'elle était partie chercher du fourrage près de son village de Bool Garhi dans le district de Hathras. Paralysée à la suite de ses blessures, elle est morte mardi dans un hôpital de New Delhi. La police locale a été fortement critiquée pour avoir brûlé le corps de la jeune femme au milieu de la nuit - contre la volonté de sa famille, selon celle-ci. L'indignation a encore augmenté lorsqu'un responsable de la police a affirmé que l'autopsie montrait qu'il n'y avait pas eu de viol, contrairement à ce qu'indiquait clairement le rapport de l'hôpital. Un expert a expliqué que l'autopsie pratiquée au retour du corps de la jeune femme sur place était probablement trop tardive. Par ailleurs, des centaines de policiers ont également encerclé le village pour empêcher journalistes, hommes politiques et manifestants d'y accéder, et interdire à la famille tout contact extérieur.

Elle leur aurait également, selon des proches, confisqué leurs téléphones portables.

La police a finalement arrêté quatre hommes qui ont été inculpés de viol collectif et meurtrier. Le chef de l'Etat de l'Uttar Pradesh, Yogi Adityanath, a annoncé vendredi soir la suspension du chef de la police locale et de quatre autres policiers.

S A N T É - A L G É R I E

STRUCTURES - RÉHABILITATION

Constantine : réouverture du service des maladies infectieuses du CHU Benbadis

Le service des maladies infectieuses du centre hospitalo universitaire, CHU- Benbadis de Constantine, fermé depuis le mois de mai dernier pour des travaux de réhabilitation, a été rouvert jeudi, a indiqué le directeur de cet établissement de santé Tarek Belmili.

"Le service des maladies infectieuses, d'une capacité de 50 lits, est destiné en priorité à la prise en charge des malades atteints de la Covid 19", a précisé le responsable dans une conférence de presse, relevant que cette opération de réhabilitation, la première depuis 1968, a permis à ce service de bénéficier également de l'installation d'un réseau d'oxygène autonome.

Il a, dans ce sens, relevé que les actions d'aménagement de ce service pour un délai d'exécution de trois (3) mois ont porté notamment sur le revêtement du sol, la rénovation de la peinture et la modernisation des sanitaires.

L'ouverture de ce service est inscrite dans le cadre des directives et des orientations prises par les services du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, visant "la reprise graduelle des activités sanitaires, toutes spécialités confondues", a affirmé M Belmili.

De son côté, la directrice des activités médicales et paramédicales, (DAMP) auprès de la direction locale de la santé, Dr Lynda Chakmak a relevé que 165 hospitalisations de cas atteints du coronavirus, avec une moyenne de 35 hospitalisations/jour ont été enregistrées à Constantine en septembre dernier.

Aussi, selon les dernières statistiques établies par la DAMP, depuis mars dernier, date de l'apparition du premier cas de la Covid 19 à Constantine, 1 347 cas ont été pris en charge par les services Covid-19 des structures de la santé de la wilaya et 248 décès sont à déplorer.

MALARIA DANS DES WILAYAS DU SUD

Prise en charge des cas enregistrés par les équipes médicales sur place

Les équipes médicales sur place dans les wilayas du Sud ayant enregistré des cas de malaria s'attèlent à la prise en charge des malades, parallèlement à la poursuite des efforts de dépistage d'autres éventuels cas, a indiqué, jeudi, Dr. Zoubir Harrat, expert à l'Institut Pasteur.

"Après l'enregistrement de plus de 1000 cas de malaria (paludisme) en une semaine au niveau de cinq (5) wilayas du Sud (Tamanrasset, Ouargla, Illizi, Adrar, Ghardaïa), les équipes médicales mobilisées sur les lieux s'attèlent au dépistage d'éventuels nouveaux cas dans les quartiers où est apparue cette épidémie", a précisé Dr. Harrat à l'APS.

Rappelant que "le paludisme a été éradiqué en Algérie en 2014", il a expliqué que "les cas apparus sporadiquement sont importés".

Pour le Dr. Harrat, les fortes pluies à l'origine des inondations survenues à la fin de l'été dans les pays subsahariens sont à l'origine de la prolifération d'insectes porteurs de parasites, d'où l'apparition du malaria.

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avait mis en service 25 centres à travers le pays en vue de fournir les traitements contre les maladies tropicales, outre le renforcement de la prévention au niveau des centres de contrôle et des postes frontaliers afin de faire face aux maladies à prévalence internationale.

148 nouveaux cas, 97 guérisons et 7 décès

Cent quarante huit(148) nouveaux cas confirmés de Coronavirus,97 guérisons et 7 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué samedi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 51.955 dont 148 nouveaux cas, soit 0,4 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1748 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 36.482, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre,13 wilayas ont recensé moins de 9 cas durant les dernières 24 heures, 31 autres n'ont notifié aucun cas, alors que 4 wilayas ont enregistré plus de 10 cas.Par ailleurs, 25 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

COVID-19

"L'Algérie a gagné la bataille, mais la vigilance est toujours de mise" (ministre)

Le ministre de la santé, de la population et la réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a souligné jeudi à Oran, que "l'Algérie a gagné la bataille" contre la Covid19, "mais la vigilance demeure toujours de mise pour ne pas tomber dans une deuxième vague".

S'exprimant lors d'un point de presse, en marge d'une visite de travail dans la wilaya d'Oran, le ministre de la santé a estimé que la situation de la covid19 en Algérie "est stable", appelant toutefois la population "à rester consciente, et continuer à appliquer les gestes barrières, pour éviter une deuxième vague".

M. Benbouzid a salué à l'occasion, les efforts déployés par les équipes médicales, tout au long des mois qu'a duré la pandémie, pour endiguer le virus et sauver les malades, rappelant les mesures de l'Etat pour soutenir les praticiens de la santé.

KHENCHELA

Réalisation "depuis mars dernier" de près de 10 000 scanners pour le dépistage du Covid-19

Au total 9 635 scanners thoraciques pour le dépistage de la Covid-19 ont été effectués au service d'imagerie médicale de l'établissement public hospitalier, EPH-Ahmed Benbella de Khenchela depuis mars dernier, a indiqué jeudi le directeur local de la Santé et de la population, Lazher Merdjane.

"Pas moins de 9635 scanners thoraciques pour le dépistage de la Covid-19 ont été effectués depuis l'apparition le 20 mars dernier du premier cas de Coronavirus dans la wilaya", a précisé ce responsable lors de son exposé sur la situation épidémiologique, présentée à l'occasion des travaux de la 2e journée de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Il a dans ce sens relevé que "le peu



Dans un autre registre, le ministre de la santé, a souligné l'importance de renforcer le rôle des polycliniques de proximité dans la prise en charge des urgences qui ne représentent pas de gravité.

"Les UMC des CHU sont souvent encombrées par des urgences qui peuvent être prises en charge au niveau des polycli-

niques de proximité", a-t-il noté, ajoutant qu'il est désormais indispensable de doter ces polycliniques de tous les moyens nécessaires, pour qu'elles puissent jouer leur rôle, et prendre en charge les malades.

Lors de sa visite à la clinique spécialisée en orthopédie et en rééducation, M.

Benbouzid a par ailleurs

fait savoir qu'un travail est engagé pour promouvoir la spécialité de la scoliose (déformation de la colonne vertébrale).

Il s'agit d'une chirurgie qui connaît peu d'engouement auprès des chirurgiens, le résultat étant des listes d'attente importante de patients qui espèrent se faire opérer, a-t-on expliqué.

Le ministre de la santé, a par ailleurs visité le centre anti-cancer "L'Emir Abdelkader", où le problème du manque de moyens en ce qui concerne la radiothérapie a été posé.

Les pannes répétitives de l'accélérateur linéaire dont dispose l'établissement, rajoutent une pression supplémentaire. A cet effet, le ministre a ordonné l'ouverture d'enquêtes sur l'origine de ces pannes répétitives.

M. Benbouzid a également visité l'hôpital de Sidi Chahmi, et une polyclinique de proximité à Akid Lotfi.

de moyens dont dispose le secteur" avec un seul appareil de scanner et un médecin radiologue pour les 21 communes de Khenchela. Le même responsable a ajouté que le nombre total d'infections au coronavirus (Covid-19) dans la wilaya de Khenchela a atteint, à ce jour, 2010 cas dont 1024 ont été diagnostiqués via des tests PCR. Dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, les établissements de santé de la wilaya ont été renforcés par la mobilisation de 908 paramédicaux, 163 médecins généralistes, 10 médecins spécialisés en épidémiologie, 3 pneumologues et 11 médecins réanimateurs, a souligné le directeur de la Santé. Dans ce même contexte, le secteur de la santé a fait l'acquisition de 5 réservoirs d'oxygène d'une capacité totale de 30 000 litres et 263 bouteilles

d'oxygène de différents volumes en attendant "l'acquisition d'un autre réservoir d'oxygène de 3000 litres afin de renforcer les capacités de stockage dans les établissements de santé désignés pour accueillir les malades du covid-19".

Malgré la baisse des nouveaux cas de contamination au coronavirus dans la wilaya de Khenchela, ce responsable a appelé les citoyens à redoubler de vigilance en ce qui concerne le respect des gestes barrières et éloigner ainsi le spectre d'une deuxième vague.

Il est à noter que lors des travaux de la session ordinaire de l'APW de Khenchela, il a été décidé d'allouer une enveloppe de 73 millions de dinars à l'achat des équipements nécessaires pour lutter contre le coronavirus.

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

LA PANDEMIE DANS LE MONDE Plus de 1.029.593 décès

La pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19) a fait au moins 1.029.593 décès dans le monde depuis l'apparition fin décembre de l'épidémie en Chine, selon un bilan établi à partir de sources officielles samedi.

Plus de 34.683.300 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 23.923.600 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Sur la journée de vendredi, 5.616 nouveaux décès et 323.984 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 1.069 nouveaux morts, les Etats-Unis (834) et le Brésil (708).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 208.731 décès pour 7334.054 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays



les plus touchés sont le Brésil avec 145.388 morts pour 4.880.523 cas, l'Inde avec 100.842 morts (6.473.544 cas), le Mexique avec 78.492 morts (753.090 cas), et le Royaume-

Uni avec 42.268 morts (467.146 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec

99 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (87), la Bolivie (69), l'Espagne (69), et le Brésil (68).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 85.434 cas (10 nouveaux entre vendredi et samedi), dont 4.634 décès (0 nouveau), et 80.611 guérisons.

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisait samedi à 11h00 GMT 351.154 décès pour 9.543.506 cas, l'Europe 234.543 décès (5.656.421 cas), les Etats-Unis et le Canada 218.133 décès (7.496.374 cas), l'Asie 142.146 décès (8.423.046 cas), le Moyen-Orient 46.410 décès (2.033.099 cas), l'Afrique 36.229 décès (1.498.985 cas), et l'Océanie 978 décès (31.874 cas).

ALLEMAGNE Protestations contre les restrictions sanitaires

Des milliers d'opposants aux mesures de restrictions liées à la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19) sont attendus à partir de ce samedi à Constance (sud-ouest de l'Allemagne) alors que les mesures de sécurité ont été renforcées pour faire face aux craintes de débordements, rapportent des médias. Une immense chaîne humaine doit être organisée sur les bords du lac de Constance à l'initiative de "libres penseurs", un rassemblement hétéroclite d'opposants aux mesures liées au Covid-19 qui ont déjà tenu deux manifestations avec des dizaines de milliers de personnes à Berlin durant l'été. Leur objectif est de rassembler suffisamment de monde pour atteindre l'Autriche et la Suisse, les rives du lac de Constance étant situées sur trois pays, a-t-on indiqué. Samedi, 17 défilés ou rassemblements sont attendus à Constance. Dimanche, 12 rassemblements sont également prévus dans le centre-ville même si, comme l'a souligné la Ville, une majorité d'entre eux, n'interviendront pas à l'initiative d'"anti-masques" mais entendent exprimer leur solidarité en ces temps de pandémie mondiale. La police attend au total quelque 30.000 personnes et a prévu "un important déploiement" des forces de l'ordre face aux risques de débordements éventuels.

Ces défilés interviennent en pleine recrudescence des infections en Allemagne, pays pourtant plutôt épargné par le nouveau coronavirus jusqu'ici. Samedi le nombre de nouvelles infections en 24 heures se situait au-dessus de la barre des 2.500, soit le niveau d'avril. La chancelière allemande, Angela Merkel, qui se dit très préoccupée de cette augmentation, avait annoncé mardi de nouvelles restrictions portant notamment sur les fêtes privées, avec des amendes à la clé pour des contrevenants qui ne respecteraient pas certaines règles. Par ailleurs, la municipalité de Constance a interdit aux manifestants de brandir des signes distinctifs du régime nazi ou des "drapeaux du Reich" allemand en souvenir de l'Empire ayant disparu après la Première guerre mondiale, comme ils l'avaient fait à Berlin.

INDE

Plus de 100.000 décès liés au coronavirus

Le nombre des décès dus au Covid-19 en Inde a dépassé samedi les 100.000, selon les chiffres officiels, ce qui fait de l'Inde le troisième pays en termes de morts après les Etats-Unis et le Brésil.

Un total de 100.842 décès ont été enregistrés, indiquent les chiffres du ministère indien de la Santé.

La pandémie continue de faire rage en Inde, deuxième pays le plus peuplé au monde avec 1,3 milliard d'habitants.

Depuis l'arrivée de la pandémie, 6,47 millions de cas de contamination ont été

enregistrés, et l'Inde devrait dans les prochaines semaines dépasser les Etats-Unis et devenir le pays qui compte le plus grand nombre de contagions.

Toutefois, le fait que la population de l'Inde est quatre fois plus nombreuse que la population américaine, alors que les Etats-Unis ont deux fois plus de morts que l'Inde, suscite des doutes sur l'exactitude des chiffres indiens.

"Nous ne savons pas quelle est la fiabilité des taux de mortalité en Inde", a déclaré le virologue T. Jacob John. "L'Inde

n'a pas un système de surveillance de la santé publique qui documenterait en temps réel tous les cas de maladie et de décès", a-t-il dit.

Bien que les autorités indiennes effectuent environ un million de tests par jour, en pourcentage de la population le taux de tests de l'Inde est bien inférieur à ceux de nombreux autres pays. Les Etats-Unis, par exemple, testent proportionnellement cinq fois plus de personnes que l'Inde, selon le site de statistiques mondiales Worldometer.

ETATS-UNIS

Atteint du Covid-19, Trump admis dans un hôpital près de Washington

Le président américain Donald Trump, testé positif au Covid-19, a été admis vendredi soir dans un hôpital militaire, tout en assurant, dans un bref message vidéo, aller "très bien". A un mois de l'élection, le président de la première puissance mondiale a quitté la Maison Blanche sans un mot, en portant un masque, pour rejoindre en hélicoptère l'hôpital de Walter

Reed, dans la banlieue de Washington. "Je veux remercier tout le monde pour l'incroyable soutien (...) Je pense que je vais très bien, mais nous allons nous assurer que les choses se passent bien", a-t-il déclaré dans un message vidéo publié sur Twitter peu après son départ. Selon sa porte-parole, Kayleigh McEnany, cette hospitalisation, qui devrait durer "quelques

jours", a été décidée "dans un souci d'extrême prudence" et sur recommandation d'experts médicaux. Donald Trump y travaillera "depuis les bureaux présidentiels", a-t-elle précisé. L'inquiétude gagnait le camp républicain à un mois de la présidentielle face au démocrate Joe Biden, qui est lui immédiatement reparti en campagne. Le 45e président des Etats-Unis

"continue à souffrir de fatigue mais a le moral", a déclaré vendredi après-midi son médecin Sean Conley dans un nouveau bulletin de santé au ton moins serein que dans la nuit, lorsqu'il avait assuré que son patient allait "bien". Les médecins lui ont injecté une dose du cocktail expérimental d'anticorps de synthèse développé par la société Regeneron.

GRANDE-BRETAGNE

Le taux de reproduction du coronavirus augmente malgré les mesures de restriction

Le nombre de reproduction du COVID-19, qui est un indicateur de la propagation de la maladie, a grimpé à 1,6 en Grande-Bretagne vendredi, selon les derniers chiffres officiels en date publiés vendredi.

Le nombre de reproduction "R" est actuellement compris entre 1,3 et 1,6, contre 1,2 et 1,5 la semaine dernière, selon les chiffres publiés par l'organe de

conseil scientifique au gouvernement britannique face aux situations de crise (Scientific Advisory Group for Emergencies - SAGE). Un nombre de reproduction est supérieur à 1 est annonciateur d'une propagation exponentielle du nombre de cas. En Angleterre, le nombre de reproduction est le plus élevé à Londres, dans le North East et le Yorkshire, ces deux régions présentant

un nombre compris entre 1,2 et 1,6. Le nombre de cas du nouveau coronavirus augmente également, de 5% à 9% chaque jour, révèlent ces nouvelles statistiques. L'annonce de ces nouveaux chiffres survient alors que le gouvernement britannique projette de durcir ses mesures de restriction pour faire face à la forte progression du nombre de cas de coronavirus.

TUNISIE

Les hôpitaux peinent à faire face à un rebond de cas d'infection

Les autorités tunisiennes ont averti samedi que les hôpitaux peinent à faire face à l'afflux de malades ayant contracté le nouveau coronavirus (Covid-19), appelant au respect des gestes barrières pour éviter un autre confinement désastreux pour l'économie. "Les capacités du système de santé tunisien ne sont pas encore arrivées à saturation mais on commence à avoir de petits soucis dans le grand Tunis et (...) du côté de Sousse", sur la côte tunisienne, a indiqué le Dr Hechmi Louzir, porte-parole du comité scientifique de lutte contre le Covid-19.

"On manque de ressources humaines" dans les services de réanimation pour pouvoir augmenter rapidement les capacités hospi-

taliers, a-t-il souligné. Il a précisé que 345 malades du Covid-19 sont actuellement hospitalisés, dont 120 nécessitant un apport d'oxygène. La Tunisie, qui avait quasiment circonscrit la pandémie fin juin avec un millier de cas et cinquante morts, a levé la plupart des mesures de restrictions durant l'été. Mais le nombre de cas confirmés atteint désormais les 20.000, dont près de 300 décès. "Si on n'arrive pas à infléchir cette courbe qui est vraiment en train de monter, on risque d'être débordés", a mis en garde le médecin, soulignant l'importance de respecter les mesures de prévention. Des hôpitaux de campagne doivent être mis en place dans plusieurs villes, a indiqué vendredi le ministre de la Santé Faouzi Mehdi.

COSTA RICA Des chercheurs expérimentent un traitement à base de plasma de cheval

Des chercheurs du Costa Rica expérimentent depuis plusieurs semaines sur 27 patients un traitement contre le coronavirus à base de plasma de cheval. Les scientifiques de l'Institut Clodomiro Picado de l'Université du Costa Rica ont inoculé à six chevaux des protéines du coronavirus, obtenues auprès de laboratoires en Chine et au Royaume-Uni, et ont recueilli ensuite les anticorps développés par les animaux, contenus dans leur plasma sanguin. "Nous avons exposé les anticorps produits sur des chevaux à plusieurs dilutions du virus Sars-Cov2 en cultures cellulaires et nous avons mis en évidence que le virus a été neutralisé", indique le chercheur américain Charles Bailey, en charge de l'étude.

Un lot initial de 1.000 flacons de 10 ml de la solution purifiée a ensuite été fabriqué et sert à présent à des essais de phase 2 sur 26 patients détectés positifs au Sars-cov2. Les résultats préliminaires ont montré que le traitement est "très sûr, ce qui suggère une (tolérance) adéquate par les patients", souligne le Dr. Willem Bujan qui mène l'étude.

S'il est validé après la phase 3 d'expérimentation sur des centaines de malades, le traitement sera destiné à des patients en début de maladie "quand les symptômes ne sont pas encore très sévères et que la charge virale n'est pas trop grande", explique Andres Hernandez, le pharmacien qui dirige l'Institut Clodomiro Pico. Le but est que les anticorps équités neutralisent le virus et que les symptômes diminuent en quatre jours, permettant au malade de respirer sans difficulté, avec une disparition de la fièvre, ajoute-t-il. Avec ce traitement, les autorités sanitaires espèrent endiguer l'afflux de patients dans les services de soins intensifs, qui menacent d'être submergés alors que le pays enregistre environ un millier de nouveaux cas chaque jour. Actuellement, le Costa Rica, petit pays d'Amérique centrale de cinq millions d'habitants comptabilise depuis le début de l'épidémie un total de 77.000 cas, dont plus de 900 morts. L'Institut Clodomiro Picado bénéficie d'une grande expérience dans la production de sérums antiviraux, qu'il exporte dans de nombreux pays d'Amérique latine ou d'Afrique.

OVULATION COMMENT ÇA SE PASSE ?

L'ovulation est une phase essentielle de la procréation : elle correspond au moment où un ovocyte arrivé à maturité est expulsé par l'ovaire. Elle n'a lieu que durant la phase génitale de la femme, c'est-à-dire à partir de la puberté jusqu'à la ménopause.



À QUOI SERVENT LES OVAIRES ?

Les ovaires sont les glandes génitales féminines, placés à droite et à gauche de l'utérus, à l'extrémité des trompes de Fallope. En forme d'amande d'environ 4 cm de longueur, 2 cm de largeur et 1 cm d'épaisseur, ils contiennent les gamètes femelles, appelés ovocytes. Ces cellules se transforment en ovules selon un cycle de vingt-huit jours (en moyenne). Le fonctionnement des ovaires est contrôlé par deux régions situées à la base du cerveau : l'hypothalamus et l'hypophyse, explique le Dr Alain Janaud, gynécologue. L'hypothalamus sécrète une hormone, la gonadolibérine (ou GnRH) pour Gonadotrophin Releasing Hormone) qui va stimuler l'hypophyse.

En réponse, l'hypophyse sécrète deux hormones, appelées gonadotrophines, la FSH (Follicle Stimulating Hormone) et la LH (Luteinizing Hormone) qui vont agir sur les ovaires*. Ainsi, le pic de LH est-il

suivi de l'ovulation dans les vingt-quatre à trente-six heures. Les ovaires sécrètent quant à eux des œstrogènes et de la progestérone, les hormones sexuelles féminines. Lorsque la femme est enceinte, les ovaires produisent une plus grande quantité d'œstrogènes et de progestérone pour permettre à l'embryon de s'installer et de se développer.

L'OVOGÈNESE : LA FORMATION DES OVULES

La formation des ovules, l'ovogénèse, débute dès la vie intra-utérine. Elle comprend deux phases. Entre le quatrième et le septième mois de grossesse, chez le fœtus féminin, des cellules appelées ovogonies se multiplient, aboutissant à la formation de millions d'ovocytes. Puis, à partir des premières règles, chaque mois et jusqu'à la ménopause, le cerveau, par l'intermédiaire des hormones, donne l'ordre

aux follicules de De Graaf de se transformer.

L'ovaire est en effet constitué d'une multitude de coques qui contiennent un nombre impressionnant de ces follicules, des cavités remplies de liquide abritant les ovocytes. Environ deux semaines après le début des règles, un follicule qui à jusque-là enveloppé l'ovocyte dans un cocon protecteur, arrive à maturité et se rompt. À cet instant, l'ovocyte mature, devenu ovule est expulsé par l'ovaire et est prêt à être capté par le pavillon de la trompe de Fallope, largement ouvert. Une heure après, il se déplace, entraîné par les millions de cils vibratoires qui tapissent l'intérieur de la trompe. Il n'a plus qu'à attendre une éventuelle rencontre avec un spermatozoïde qui le fécondera. S'il n'est pas fécondé, il disparaît. Fécondé, l'ovule deviendra un embryon qui ira se nicher dans la cavité utérine pour se développer et donner un

fœtus. Les ovules sont des ovocytes - ou gamètes femelles - qui, parvenus à maturité, permettent la reproduction. Contrairement à l'homme qui produit des cellules sexuelles tout au long de sa vie, la femme ne produit plus aucun ovocyte après sa naissance. Entre les seizeième et vingt-troisième semaines de grossesse, les ovaires d'un fœtus de sexe féminin contiennent 6 à 7 millions d'ovocytes. La plupart d'entre eux sont éliminés spontanément : à la naissance il n'en reste qu'à 2 millions et, à la puberté, environ 300 000 ou 400 000. Une petite partie seulement de ces ovocytes mûrira pour devenir un ovule. Les autres disparaissent, un phénomène qui progresse plus rapidement au cours des dix ou quinze années précédant la ménopause. Le stock d'ovocytes diminue ainsi au cours de la vie d'une femme et les ovaires n'en contiennent plus ou très peu lorsque la femme atteint la ménopause, vers 50 ans.

COMMENT CALCULER LA DATE DE L'OVULATION ?

La date d'ovulation correspond au jour où votre corps libère un ovule qui va être transporté dans la trompe utérine. Une date à connaître si vous voulez faire un bébé et mettre toutes les chances de votre côté.

Ovulation: et si j'ai un cycle irrégulier?

Pour les cycles irréguliers, la date précise d'ovulation est difficile à prévoir. Elle peut être déterminée par :

- l'analyse des cycles précédents
- la prise quotidienne de votre température anale qui permet d'établir « la courbe de température » (la température du corps s'élève le jour de l'ovulation au-dessus de 37,5°)
- des échographies et des dosages hormonaux.

N'hésitez pas à en parler à votre gynécologue qui vous aidera à interpréter les causes de ce cycle irrégulier en fonction de votre âge.

Ovulation: comment fonctionne le cycle?

La fonction et la structure de l'appareil génital de la femme évoluent selon un mode cyclique appelé « cycle menstruel ». La longueur de ce cycle se calcule à partir du premier jour des règles et varie d'une femme à l'autre. En moyenne sa durée est de 28 jours.

Depuis la naissance, la femme dispose de toutes ces cellules reproductrices contrairement à l'homme qui les



fabrique à partir de la puberté. L'ovaire contient un nombre total d'ovocytes ou d'ovules variant de 2 à 4 millions dont seulement environ 400 parviendront à l'ovulation, les autres dégénéralent à différents moments de leur développement.

Notez qu'une récente étude britannique a montré que la réserve ovarienne dont dispose les femmes diminue à un rythme bien plus rapide que l'on ne croyait. Ainsi, à l'âge de 30 ans, une femme ne disposera plus que de 12% de ses ovules... et n'en aurait plus que 3% à l'âge de 40 ans.

Ovulation: rendez-vous avec le spermatozoïde

À ce moment du cycle, l'hypophyse envoie un autre signal hormonal : la LH ou hormone lutéinisante sous forme d'une décharge ponctuelle. Le follicule se rompt environ 36 heures après et émet l'ovocyte qui va être transporté par à un flux liquidien dans la trompe utérine. Il est alors prêt pour le super rendez-vous avec le spermatozoïde.

Cette ovulation a lieu généralement au 14^e jour du cycle, pour des cycles réguliers de 28 jours.

Ovulation: comment ça se passe?

Les ovocytes sont contenus dans des follicules dit « primordiaux ».

L'ovulation se fait suite à une série de phénomènes au niveau de l'ovaire. Au tout début du cycle, quelques follicules entament leur développement sous l'effet d'une hormone produite par l'hypophyse (petite glande située à la base du cerveau).

Cette hormone est une gonadotrophine appelée hormone folliculo-stimulante ou FSH.

Un seul des follicules (le plus gros) sera sélectionné vers le 6^e jour du cycle. Ce follicule dominant inhibe le développement des autres, et produit des hormones dont l'œstradiol. Il atteint sa maturité vers le 12^e-13^e jour, son diamètre est alors de 15 à 20 mm.

Fertilité : il serait possible d'inverser la ménopause

Des scientifiques grecs sont parvenus à inverser le processus de ménopause chez une femme de 40 ans en redémarrant ses cycles menstruels. Alors qu'elle était ménopausée depuis 5 ans, ses nouveaux ovules ont pu être prélevés et fécondés. La ménopause ne marquera peut-être bientôt plus la fin de la période de fertilité chez les femmes. Une équipe de médecins de la Clinique de la fertilité d'Athènes affirme en effet avoir trouvé le moyen de "rajeunir" les ovaires après la ménopause et de libérer de nouveaux ovules fécondables.

UNE INJECTION DE PLASMA DANS LES OVAIRES

Cette technique d'inversion de la ménopause consiste à injecter du plasma riche en plaquettes dans les ovaires des femmes ménopausées, ce qui redémarre le cycle menstruel. Les nouveaux ovules libérés peuvent ainsi être recueillis et fécondés. L'expérience a été menée avec succès sur une femme de 40 ans qui était ménopausée depuis 5 ans. Six mois après reçu une injection de PRP, la jeune femme a constaté le retour de ses règles.

DE LA PRODUCTION D'OVULES À LA FÉCONDATION

L'équipe de la clinique Genesis a recueilli les ovules et les a fécondés in vitro avec le sperm du mari. Les deux embryons ont ensuite été congelés.

L'équipe attend qu'il y en ait trois pour procéder à leur implantation dans l'utérus. « Cela apporte un espoir aux femmes qui souffrent de ménopause précoce car elles pourront tomber enceinte avec leur propre matériel génétique. Cela semble fonctionner dans deux tiers des cas » souligne le Pr Konstantinos Sfakianou, responsable de ces recherches. « Nous avons constaté des modifications biochimiques, une restauration des règles, la production d'ovules et la fécondation ». Cette étude a été présentée lors du Congrès annuel de la Société européenne de médecine de la reproduction et d'embryologie qui se tient actuellement à Helsinki, en Finlande.

LES AUTOTESTS À FAIRE À DOMICILE

Si les tests de grossesse sont les plus vendus en pharmacie, ils sont loin d'être les seuls. Tétanos, VIH, ovulation, infections urinaires... Notre sélection des autotests les plus utiles et les plus fiables.

Fertilité, allergies, mycoses, syphilis, infections urinaires, hépatite B, infection à *Helicobacter pylori* (responsable d'ulcères de l'estomac) ou encore présence de cannabis dans les urines... Le nombre d'autotests n'a cessé d'augmenter ces dernières années. « Ils peuvent être utiles pour ceux qui se rendent peu chez le médecin ou en laboratoire de biologie médicale, par manque de temps ou d'habitude », explique le pharmacien Christian Breaun.

« S'ils ne remplacent pas les analyses prescrites et réalisées en laboratoire, ils permettent aux pharmaciens d'orienter ces personnes vers ces structures si le doute persiste. « C'est aussi très utile pour le suivi régulier des maladies chroniques », précise notre expert. Un bon moyen de se sentir responsable de sa santé, aussi de se traiter de façon adaptée, et surtout, si c'est nécessaire en cas d'infection urinaire, de manque de fer...

Rechercher une infection urinaire

Les bandelettes urinaires détectent dans les urines un taux élevé de leucocytes et de nitrites, qui indiquent la présence d'une bactérie et d'une réaction inflammatoire. On recueille les urines dans un gobelet, on y trempe la bandelette ou la carte fournie.

Après quelques minutes, une coloration apparaît ou lit le résultat. Ce test est utile en cas de cystites récurrentes, pour confirmer l'infection et démarrer un traitement dès les premiers symptômes, ou en fin de traitement pour vérifier que l'infection est terminée. Si le test est positif, le médecin peut demander un examen cyto bactériologique des urines (ECBU), afin de connaître le germe en cause. Cela permet d'adapter le traitement antibiotique.

En pratique : on trouve de nombreux tests en pharmacie ou sur Internet. Par exemple...
- Dectra Exacto Test, lab. Biosynex, de 3,50

à 5 € les 2.
- Uri-test 2, lab. Bayer, environ 9,80 € les 10 bandelettes.

VÉRIFIER SA PROTECTION CONTRE LE TÉTANOS

Ce test indique si la vaccination contre le tétanos est toujours active. À partir d'une goutte de sang prélevée au bout du doigt.

Le vaccin DTPolio (diphthérie, tétanos, poliomyélite) étant obligatoire chez les enfants, les jeunes sont en général immunisés. À l'âge adulte, les rappels sont recommandés à 25 ans, 45 ans et 65 ans, puis tous les dix ans. Mais il suffit d'égarer son carnet de vaccination pour ne plus trop savoir où l'on en est. Une plaie en faisant du jardinage, une piqûre d'épine de rosier, une morsure de chien, un ulcère de la jambe... Et l'on risque d'être contaminé. Dans le doute, on peut avoir intérêt à faire un autotest. Si le résultat est positif, la protection contre le tétanos est active. S'il est négatif, il faut consulter son médecin traitant pour se faire vacciner, soigner la plaie et éviter tout risque d'infection.

En pratique : alere Tétanos Home Test, env. 15 €.

CONFIRMER SA PÉRIODE D'OVULATION

Alternative à la méthode des températures, les tests d'ovulation déterminent la période la plus fertile. Ils détectent dans l'urine une hormone (LH) produite par l'hypophyse tout au long du cycle menstruel, qui augmente avant l'ovulation. Un test positif annonce un pic ovulatoire dans les 24 à 48 heures. On commence les tests 2 à 4 jours avant la date d'ovulation



supposée, pendant 3 jours en moyenne. Pour des résultats plus fiables, il est conseillé de faire ces tests chaque matin à la même heure. Et on aura un rapport sexuel dès qu'un test est positif.

En pratique : de nombreux tests, fiables à 90 %, sont disponibles en pharmacie ou sur Internet.

- Test d'ovulation ClearBlue, lab. Procter & Gamble, de 25 à 29 € les 10 tests.
- Test de fertilité Dectrapharm, de 19 à 23 € les 10 tests.

TESTER SA SENSIBILITÉ ALLERGIQUE

À partir d'une goutte de sang prélevée au bout du doigt, ce test évalue la concentration des IgE (immunoglobulines de type E) dans le sang, les anticorps dont l'augmentation est un marqueur de sensibilité allergique. « On peut devenir allergique à 40 ou 50 ans, du fait de l'alimentation, de l'environnement, ou encore d'une réaction de notre système immunitaire aux agressions par certains aliments (lactose, gluten...) et médicaments (antibiotiques, anti-inflammatoires...), explique Christophe Beaurain. Ceci entraîne des réactions de nos tissus digestifs, respiratoires ou cutanés. Ce test permet de confirmer l'état allergique. » Si le résultat est positif, le médecin poursuivra les investigations en prescrivant des tests cutanés, un test de provocation ou la recherche d'IgE spécifiques.

En pratique : Cet autotest est extrêmement fiable. L'organisme qui attribue le marquage CE (conforme aux exigences) certifie une corrélation des résultats d'au moins 97 % avec plusieurs méthodes de référence.

Alere Allergie Home Test, env. 15 €.

SAVOIR SI L'ON MANQUE DE FER

À partir d'une goutte de sang au bout du doigt, le test dose la ferritine, témoin des réserves de fer dans l'organisme. Femmes en âge de procréer (en sur toute manque de fer), enfants, personnes âgées, donneurs de sang réguliers, sportifs de haut niveau, régimes végétariens ou tout autre risque, pertes chroniques de sang... tout cela peut se manifester par de la fatigue, une baisse de la force, de la concen-

tration, une frilosité, voire de la dépression. Le test évite de prendre du fer si ce n'est pas utile. S'il met en évidence une carence, il faut consulter un médecin pour en trouver la cause, et éventuellement faire des examens complémentaires. Le fer peut être apporté par l'alimentation (la viande rouge, les légumineuses comme les lentilles, les fèves, les haricots, les pois chiches... en sont riches), des suppléments alimentaires ou des médicaments.

En pratique : Alere Fer Home Test, env. 15 €.

FAIRE UN DÉPISTAGE DU VIH

Disponible en pharmacie depuis le 15 septembre 2015, l'autotest VIH détecte les anticorps produits après une infection par le virus du sida. Il indique donc si on est séropositif.

Le test est réalisé à partir d'une goutte de sang. Le résultat est disponible en 15 à 30 minutes. Attention, il ne s'agit pas d'un test de dépistage d'urgence : il faut attendre trois mois après le dernier rapport à risque pour que le résultat soit valable.

Avant, il est possible d'avoir des faux négatifs. Cette période de non-détection (appelée fenêtre de séroconversion) est de six semaines avec les examens pratiqués en laboratoire. Si le résultat est positif, il doit être confirmé par un test classique.

Et surtout, il faut contacter son médecin, son pharmacien ou Sida Info Service (0 800 840 800). Ce test ne détecte pas les autres infections sexuellement transmissibles.

En pratique : Autotest A2 Z, lab. Mylan, entre 25 et 30 €.

Certaines associations le mettent à disposition gratuitement.

LES TESTS À FAIRE EN PHARMACIE

Depuis le 5 août dernier, les pharmaciens ont à nouveau le droit de pratiquer dans l'officine les tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) : pour l'angine à streptocoque (test oropharyngé), la grippe (test nasopharyngé) et la glycémie (goutte de sang au bout du doigt). Le résultat se lit en moins d'une demi-heure et permet au patient de prendre le bon traitement.

CÔTE D'IVOIRE Ouattara appelé au "dialogue" pour éviter une crise post-électorale

L'ex-ministre ivoirien des Affaires étrangères Marcel Amon Tanoh, dont la candidature à la présidentielle du 31 octobre a été rejetée, a appelé samedi le président sortant Alassane Ouattara à s'asseoir autour d'une table pour discuter et dialoguer afin d'éviter une crise post-électorale comme en 2010-2011.

"Les élections, si elles sont lieu dans ces conditions-là, j'ai bien peur que nous allions vers un conflit post-électorale à nouveau en Côte d'Ivoire", a-t-il estimé dans une déclaration rapportée par des médias.

"Il faut tout faire pour contraindre M. Ouattara à s'asseoir autour d'une table pour discuter, dialoguer, négocier. C'est la seule façon de résoudre cette crise post-électorale qui se dessine à l'horizon", a précisé M. Amon Tanoh, qui a longtemps été le directeur de cabinet de M. Ouattara. Devenu ensuite ministre des Affaires étrangères, il a quitté le gouvernement en mars.

"Aujourd'hui nous sommes déjà dans une crise pré-électorale qui est beaucoup plus exacerbée que les tensions pré-électorales de 2010.

En 2010 avant l'élection, il n'y avait pas eu des morts. Là, on a déjà des morts, alors vous pouvez imaginer ce que sera l'après 2020 avec les tensions actuelles", a-t-il ajouté.

La crainte de violences meurtrières est forte dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, dix ans après la crise née de la présidentielle de 2010 qui avait fait 3.000 morts.

Cette année, une quinzaine de personnes sont mortes en août dans des violences survenues après l'annonce de la candidature du président Ouattara à un troisième mandat, violences qui avaient aussi souvent un caractère communautaire.

"Ca veut dire que le problème de la réconciliation reste un chantier important, que les problèmes communautaires ressurgissent très vite. Il faut régler ces problèmes-là. Je crains qu'on ait un dérapage et que les vieux démons ressurgissent", a souligné M. Amon Tanoh.

Comme toute l'opposition, il demande une réforme de la Commission électorale indépendante (CEI) et du Conseil constitutionnel, ainsi qu'un audit des listes électorales.

Par ailleurs, l'ancien ministre des Affaires étrangères, dont la candidature a été rejetée pour une insuffisance de parrainages qu'il conteste, assure avoir agi sur le plan diplomatique et demande que la communauté internationale "exerce des pressions" sur le président Ouattara.

Elu en 2010, réélu en 2015, M. Ouattara, 78 ans, avait annoncé en mars qu'il renonçait à briguer un troisième mandat, avant de changer d'avis en août après le décès de son dauphin désigné, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

La loi ivoirienne prévoit un maximum de deux mandats, mais le Conseil constitutionnel a estimé qu'avec la nouvelle Constitution de 2016, le compteur des mandats de M. Ouattara a été remis à zéro, ce que conteste farouchement l'opposition.

SOUDAN Signature à Juba d'un accord de paix entre le gouvernement et des mouvements rebelles

Le gouvernement soudanais et les chefs de mouvements rebelles ont signé, samedi à Juba (Soudan du Sud), un accord de paix historique, qui doit mettre un terme à 17 ans de conflit et de souffrances, rapportent des médias.

Des représentants du gouvernement de transition soudanais et de mouvements rebelles, ainsi que des diplomates tchadiens, qatariens, égyptiens, de l'Union africaine (UA) et des Nations unies, ont participé à la cérémonie dans la capitale du Soudan du Sud voisin, selon les mêmes sources.

Peu avant la signature de cet accord, Mini Arko Minawi, à la tête du principal mouvement rebelle du Darfour (ouest), le Mouvement de libération du Soudan (SLM) a affirmé que "la signature de l'accord aujourd'hui marque une date importante pour le Soudan et le Soudan du Sud.

Elle représente la fin des souffrances pour de nombreux Soudanais, vivant à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

Dans un communiqué publié samedi matin, le Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok a espéré, de son côté, que la paix permettra "le développement, le progrès et la prospérité avant d'ajouter: "Le processus de paix fait face à des défis que nous devons surmonter à travers une action commune".

Les autorités soudanaises, un pouvoir hybride de militaires et de civils en place après une révolte populaire ayant mis fin en avril 2019 à 30 ans de règne d'Omar al-Bachir, ont fait de la paix avec les mouvements rebelles leur priorité.

LIBYE Berlin espère qu'une réunion lundi va "accélérer les efforts pour un cessez-le-feu"

L'Allemagne a espéré vendredi aux Nations unies qu'une visioconférence organisée lundi par Berlin sur la Libye en marge de l'Assemblée générale de l'ONU permettrait d'"accélérer les efforts pour un cessez-le-feu" entre les belligérants libyens.

"Cette réunion vient à un moment crucial, alors que nous avons vu récemment des développements encourageants en Libye", a déclaré à la presse Günter Sautter, ambassadeur adjoint de l'Allemagne à l'ONU, en souhaitant un "message fort" lundi.

Lors de la visioconférence à laquelle participent l'ensemble des pays présents lors du sommet de Berlin en janvier et ceux de la région, l'Allemagne va demander que "tous re-

nouvellement leurs engagements pris en début d'année et surtout les appliquent", a indiqué le diplomate.

Lundi, "nous espérons la cessation des violations continues et flagrantes de l'embargo sur les armes", imposé à la Libye en 2011, et que le rôle de l'ONU comme "médiateur clé du dialogue politique en Libye sera renforcé", a précisé Günter Sautter.

L'ONU peine toujours à nommer un émissaire pour succéder à Liba-



nais Ghassan Salamé, démissionnaire en mars.

Selon des diplomates, des pays africains, réclamant que le nouveau titulaire soit issu du continent africain, s'opposent à la nomination du Bulgare Nickolay Mladenov, actuel émissaire de l'ONU pour le Proche-Orient.

Sa candidature est soutenue par les Etats-Unis et l'Europe mais il n'est pas sûr du tout qu'une nomination intervienne d'ici à lundi, selon les mêmes sources.

MALI Les autorités de transition s'engagent à accélérer la mise en œuvre de l'Accord d'Alger

La Médiation internationale, conduite par l'Algérie, pour ramener la paix au Mali s'est félicitée jeudi à Bamako de l'engagement des nouvelles autorités de transition à l'accélération de la mise en œuvre de l'accord de paix, issu du processus d'Alger, et a réitéré son attachement à l'accompagnement des Maliens dans l'étape en cours qu'elle souhaite "apaisée" et "inclusive".

Sous la présidence de l'ambassade d'Algérie à Bamako, "la médiation internationale s'est réunie, jeudi, pour échanger sur l'évolution de la situation au Mali, notamment la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, issu du Processus d'Alger à la lumière des derniers développements qu'a connus le pays". Ont pris part à cette réunion présidée par l'ambassadeur d'Algérie au Mali, Boualem Chebihi, le chef de la Mission des Nations Unies (MINUSMA), Mohamed Saleh Annadif ainsi que certains ambassadeurs et représentants

d'organisations internationales, dont la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

"La médiation internationale s'est félicitée des marques d'engagement renouvelé des autorités de transition pour accélérer la mise en œuvre de l'Accord de paix et encourage les parties signataires à la mettre en œuvre de bonne foi", indique un communiqué publié à l'issue de la réunion.

La médiation a réitéré en outre son "attachement à la mise en œuvre de l'Accord" et "réaffirme son engagement à continuer à accompagner le Mali dans la transition en cours qu'elle souhaite apaisée et inclusive", ajoute-t-on dans le document.

Par la même occasion, la médiation a exprimé "le besoin de tenir une réunion du Comité de Suivi de l'Accord une fois le nouveau gouvernement de transition formé". Dans ce contexte, le secrétaire général de l'ONU, Antonio

Guterres, a appelé récemment les autorités de transition au Mali à reprendre la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015, "fondamental pour la stabilité du pays", avait-il dit.

"L'accord de paix demeure le cadre pertinent pour des réformes institutionnelles urgentes, et sa mise en œuvre doit rester une priorité", a souligné le chef de l'ONU dans un rapport remis cette semaine au Conseil de sécurité.

"Il n'y a pas d'alternative viable. J'appelle les autorités de transition à endosser l'accord et les mouvements signataires à renouveler leurs engagements à prendre des mesures concrètes pour garantir des progrès dans la mise en œuvre de l'accord", a ajouté Antonio Guterres.

L'accord d'Alger a été signé en 2015 à Bamako suite à plusieurs rounds de négociations menées à Alger entre le Mali et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), pour tenter de ramener la paix au Mali.

BURKINA FASO Présidentielle : 23 candidats déclarés

Vingt-trois candidats se sont enregistrés entre le 28 septembre et le 2 octobre pour l'élection présidentielle prévue au Burkina Faso le 22 novembre, a annoncé samedi la commission électorale nationale indépendante (CENI), après la clôture des dépôts de candidature.

"Nous avons reçu 23 candidatures dont trois femmes et un jeune de moins de 35 ans", l'âge minimum requis pour être candidat, a déclaré le président de la CENI, Newton Ahmed Barry.

La commission de validation des candidatures doit se réunir à partir de mardi, puis publier une liste provisoire

le 10 octobre, qui sera transmise au Conseil constitutionnel.

Celui-ci disposera de huit jours pour statuer et publier la liste définitive, a expliqué M. Barry.

Elu en 2015, le président burkinabè, Roch Marc Christian Kaboré, se représente pour un deuxième mandat.

Il sera opposé à Zéphirin Diabré, président de l'Union pour le progrès et le changement (UPC), principal parti d'opposition, arrivé deuxième (avec 29,65%) des voix au scrutin présidentiel de 2015.

Tahirou Barry (troisième en 2015 avec 3,09%), ancien ministre,

se présente également.

Trois anciens proches de l'ex-président Blaise Compaoré, renversé en 2014 après 27 ans au pouvoir, ont également déposé leurs candidatures.

Il s'agit d'Eddie Komboigo, président du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), parti fondé par Blaise Compaoré, de Kadré Désiré Ouédraogo, ancien Premier ministre de M. Compaoré, et de Gilbert Noël Ouédraogo, président de l'Alliance pour la démocratie et la fédération - Rassemblement démocratique africain (ADF-RDA), ancien parti allié du régime Compaoré. Les partisans de l'ex-Premier ministre

Yacouba Isaac Zida, en exil au Canada, ont aussi déposé sa candidature, assurant qu'il serait de retour pour la campagne électorale. Selon une loi votée en août, les élections seront validées, même si elles ne peuvent pas avoir lieu sur l'ensemble du territoire en raison de l'insécurité liée aux groupes terroristes. Depuis 2015, les attaques terroristes sont quasi-quotidiennes au Burkina Faso.

Ces violences, parfois entremêlées à des conflits intercommunautaires, ont fait au moins 1.100 morts et contraint plus d'un million de personnes à fuir leurs foyers.

PALESTINE

Colonisation : un projet israélien de construction de 5.400 unités en Cisjordanie vivement condamné

Le ministère palestinien des Affaires étrangères a vivement condamné vendredi un projet israélien de construction de 5.400 nouvelles unités de colonisation en Cisjordanie occupée.

"L'expansion des colonies juives fait partie des mesures unilatérales (israéliennes) visant à mettre en œuvre l'accord américain du siècle" et son plan "d'annexion de parties majeures de la Cisjordanie occupée", a déclaré le ministère des Affaires étrangères palestinien dans un communiqué de presse.

Cela "reflète les violations systématiques par les Etats-Unis et Israël du droit international et des résolutions de l'ONU", a ajouté le ministère.

Le refus d'Israël d'arrêter l'expansion des colonies dans les territoires occupés, a été la cause principale de l'échec des dernières négociations de paix israélo-palestiniennes menées en 2014, sous la houlette des Etats-Unis.



AFGHANISTAN

Au moins quinze morts dans un attentat à la voiture piégée



Au moins quinze personnes ont été tuées et plus de trente autres blessées samedi dans un attentat à la voiture piégée qui a ciblé un bâtiment administratif dans la province de Nangarhar

dans l'est de l'Afghanistan, ont annoncé les autorités. L'explosion s'est produite à l'entrée d'un bâtiment administratif abritant également des installations militaires dans le district de Ghani

Khel, a indiqué le porte-parole du gouverneur de la province de Nangarhar, Attaullah Khogyani.

"La voiture piégée a explosé à l'entrée du bâtiment de l'administration du district. Plusieurs assaillants armés ont tenté d'entrer dans le bâtiment après l'attaque mais ils ont été tués par les forces de sécurité", a-t-il ajouté.

Le porte-parole de la police de la province, Farid Khan, a confirmé ces informations.

La plupart des victimes sont des membres des forces de sécurité mais plusieurs civils figurent parmi les morts, a-t-il précisé.

L'attaque n'a pas été revendiquée, mais M. Khan l'a attribuée aux rebelles talibans, actifs dans la région.

Mardi, quatorze civils, dont sept femmes et cinq enfants, ont été tués par l'explosion d'une mine artisanale au moment du passage de leur minibus dans le centre de l'Afghanistan, selon le ministère de l'Intérieur afghan.

SUISSE

Arrestation de 4 personnes soupçonnées de liens terroristes

Le parquet fédéral suisse a annoncé vendredi l'arrestation de quatre personnes - trois originaires du Kosovo et l'une de Macédoine -, soupçonnées de liens avec les organisations terroristes Al-Qaïda et Daech.

Le ministère public de la confédération (MPC) "a procédé à trois perquisitions dans le canton de Fribourg dans le cadre de deux procédures pénales et arrêté quatre personnes", indique un communiqué.

Le parquet fédéral précise qu'il est reproché à ces trois hommes et une femme d'avoir violé l'article 2 de la loi fédérale interdisant les

deux organisations terroristes et apparentées et le soutien ou la participation à une organisation criminelle.

Il précise qu'il avait ouvert en août une procédure contre deux des personnes arrêtées vendredi - une ressortissante kosovare de 28 ans et un ressortissant macédonien de 29 ans - et en septembre une seconde procédure contre un ressortissant kosovar de 26 ans et un homme ayant la double nationalité suisse et kosovare, âgé de 29 ans.

"En raison d'un risque de collusion, les perquisitions et les arrestations ont été effectuées simultanément",

souligne le communiqué.

Dans la soirée, le MPC a annoncé à l'agence de presse suisse ATS avoir interrogé le jour même les quatre accusés.

Pour deux d'entre eux, il demandera la détention provisoire.

La Kosovare de 28 ans et le Macédonien de 29 ans ont en revanche été remis en liberté après l'interrogatoire.

Aucune précision n'a été apportée quant à savoir si l'enquête à leur encontre était close ou pas.

Le parquet indique ne pas donner d'autres précisions pour ne pas gêner l'enquête.

Les opérations de ven-

dredi s'inscrivent dans le cadre de la poursuite pénale systématique par le MPC de toutes les personnes en Suisse qui tentent de participer au terrorisme à motivation djihadiste ou qui le soutiennent par du matériel de propagande.

Le MPC a ainsi environ 70 procédures pénales en cours dans le domaine du terrorisme à motivation terroriste.

Elles sont principalement menées pour des soupçons de propagande ou de recrutement pour des organisations terroristes, de financement de ces organisations.

NAGORNY KARABAKH

Poursuite des combats entre forces arméniennes et azerbaïdjanaises

Les combats entre forces arméniennes et azerbaïdjanaises se poursuivaient samedi sur le long de la ligne de contact au Nagorny Karabakh en dépit des appels internationaux à un cessez-le-feu, rapportent des médias.

Touchée à plusieurs reprises vendredi par des bombardements, Stepanakert, la capitale du Karabakh, a vécu une nuit plus calme mais les affrontements ont été violents sur la ligne de front, selon les autorités arméniennes.

"L'ennemi a déployé des troupes renforcées.

Nos soldats font preuve d'une résistance héroïque", a déclaré sur Facebook le porte-parole de l'armée arménienne Artsroun Hovhannisian, assurant que "des combats féroces persistent".

De son côté, l'armée azerbaïdjanaise a de nouveau revendiqué dans un communiqué la "prise de positions séparatistes" et avoir "nettoyé le territoire des troupes ennemies".

Depuis le début des hostilités dimanche, seuls des bilans partiels sont communiqués, faisant état au total de 191 morts: 158 soldats du Karabakh, 14 civils arméniens, et 19 civils azerbaïdjanais.

Chaque camp revendique en revanche des succès démentis par l'autre et fait état de centaines de soldats "ennemis" tués chaque jour.

Les Arméniens assurent ainsi que plus de 3.000 soldats azerbaïdjanais ont péri depuis dimanche, date de reprise des hostilités, Bakou disant avoir tué 2.300 militaires arméniens.

Selon les médias, si aucun camp n'a pris un avantage décisif sur l'autre au sixième jour des affrontements, la pression paraissait de plus en plus forte sur le Nagorny Karabakh, dont plusieurs villes et villages ont été touchés ces derniers jours.

Des tirs d'artillerie lourde, une première, ont endommagé vendredi plusieurs bâtiments de Stepanakert.

Des tirs ont de nouveau été entendus dans la matinée, selon un correspondant de presse.

Le Nagorny Karabakh, en majorité peuplé d'Arméniens, a fait sécession de l'Azerbaïdjan, entraînant une guerre au début des années 1990 qui avait fait 30.000 morts.

Le front est quasi-gelé depuis malgré des heurts réguliers, aucun traité de paix n'ayant jamais été signé.

Le président du Nagorny Karabakh, Arayik Haroutiounian, a déclaré aux journalistes que "la nation et la mère patrie sont en danger" et annoncé son intention d'aller sur le front.

"Le temps est venu pour toute la nation de devenir une armée puissante.

C'est notre dernière bataille, que nous allons assurément gagner", a-t-il ajouté.

Les combats au Karabakh se poursuivent sur fond de multiples appels de la communauté internationale à faire taire les armes, tel celui vendredi du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, réclamant "une fin immédiate des hostilités".

Mohammad Javad Zarif, le ministre des Affaires étrangères de l'Iran voisin des deux pays en conflit autour du Nagorny Karabakh, s'est lui aussi dit "préoccupé" lors d'un entretien avec son homologue russe Sergueï Lavrov, selon un communiqué de Moscou.

Par ailleurs, le président français Emmanuel Macron s'est entretenu vendredi avec le Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev qu'il a de nouveau exhorté à déclarer un cessez-le-feu au Nagorny Karabakh, a indiqué l'Élysée.

COMMUNICATION

Lancement de la 6^{ème} édition du Prix du Président de la République du journaliste professionnel

Le ministère de la Communication a annoncé, dans un communiqué jeudi, le lancement du "Prix du Président de la République du journaliste professionnel", organisée dans sa sixième édition, pour l'année 2020, sous le thème "La numérisation, passerelle vers l'Algérie nouvelle", sera décerné à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Presse, le 22 octobre 2020.

"Les principaux objectifs de ce Prix institué par le décret présidentiel 15-133 du 21 mai 2015, en signe de reconnaissance au valeureux parcours des journalistes algériens, durant la guerre de libération nationale et d'appui aux efforts des professionnels de la presse nationale, sont notamment "d'encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes", indique le communiqué.

Il s'agit aussi de "stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale, en instaurant la culture du mé-



rite" et de "récompenser les meilleures œuvres individuelles ou collectives, ayant trait à la thématique retenue", conclut le communiqué.

LANCEMENT DE LA CHAÎNE DÉDIÉE À LA MÉMOIRE

Signature d'une convention entre le ministère des moudjahidine et l'EPTV

Une convention de coopération et de coordination a été signée entre le ministère des moudjahidine et l'Établissement public de Télévision (EPTV), en prévision du lancement le 1^{er} novembre de la chaîne dédiée à la Mémoire. L'objectif du lancement de cette chaîne est "de préserver la mémoire nationale et transmettre aux générations futures les hautes et nobles valeurs ayant marqué les différents pans de l'histoire de l'Algérie", a indiqué jeudi un communiqué du ministère des moudjahidine. Le

lancement de la chaîne dédiée à la Mémoire "intervient suite à l'annonce historique par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, du lancement de la chaîne dédiée à la Mémoire", ajoute la même source, soulignant que "le ministère a, par la suite, organisé des rencontres avec différents secteurs, dans le cadre de sa conviction de son rôle pionnier en matière de la préservation de la Mémoire, partant de sa conviction en le rôle pionnier qui lui incombe en termes de préservation de la

Mémoire et de l'inculcation de leurs historiques et culturels de notre glorieuse Révolution aux générations montantes". "Cet effort nécessite davantage de coopération intersectorielle, et entre instances nationales et établissements, à l'instar de l'EPTV, au regard des moyens matériels et humains dont elle dispose et de son grand rôle dans le domaine de la préservation de la Mémoire nationale à travers son bouquet de chaînes de télévision, ses sites électroniques et ses pages sur les réseaux sociaux".

PEINTURE

Les plasticiens Meriem et Mohamed Lyes Chaouane exposent à Alger

Une exposition de peinture confrontant des œuvres classiques du réalisme à des toiles contemporaines a été inaugurée récemment à Alger par les artistes peintres Meriem et Mohamed Lyes Chaouane. Intitulée "Fraternité picturale", cette exposition se tient à la galerie d'art "Ezzou'Art Galerie". La première collection signée Meriem Chaouane propose aux visiteurs des portraits de femmes et d'enfants, des paysages ou des reproductions dans le style classique du courant réaliste qui tente de se rapprocher au plus de la réalité.

Cette collection explore les techniques de la peinture académique en reproduisant des natures mortes et des animaux comme le cheval,

connu pour être l'un des exercices les plus complexes.

Dans un autre registre plus contemporain Mohamed Lyes Chaouane explore des techniques plus modernes, des paysages urbains, une juxtaposition d'œuvres dans une même toile pour sublimer une base des plus réalistes comme une photographie ou une peinture.

Avec une palette de couleurs souvent sombre évoquant un univers urbain et feutré l'artiste propose des superpositions de portraits photographiques retravaillés sur des peintures ou de petits formats intégrés dans une seule toile.

L'exposition "Fraternité picturale" est ouverte au visiteurs tous les jours de la semaine jusqu'au 14 octobre prochain avec

l'obligation de respect des mesures de prévention contre la propagation du coronavirus.

GOOGLE

Vers des partenariats avec des éditeurs de presse

Le patron de Google, Sundar Pichai, a annoncé que le géant américain allait investir un milliard de dollars dans des partenariats avec des éditeurs de presse à travers le monde, jeudi dans un billet de blog.

"Cet engagement financier (...) rémunérera des éditeurs pour créer et sélectionner des contenus de haute qualité", pour une "expérience" de l'information en ligne, écrit M.

Pichai, précisant que le nouveau produit que proposera Google sera d'abord disponible sur Google News sur Android, puis sur Google News sur iOS (le système d'exploitation des appareils mobiles d'Apple).

A terme, le Google News Showcase sera également déployé via les recherches standard (Google Search) et sur Google Discover, le flux d'informations personnalisés proposé par Google. Selon M. Pichai, Google a

déjà signé des accords pour ces nouveaux contenus, regroupés dans un "Google News showcase", avec près de 200 éditeurs en Allemagne, au Brésil, en Argentine, au Canada, au Royaume-Uni et en Australie.

Parmi ces éditeurs, Google cite notamment Der Spiegel, Stern, Die Zeit, Folha de S.Paulo, ainsi que des éditeurs plus locaux comme "El Litoral", "GZH", "WAZ" et "SooToday".

Google est aussi en train de négocier des accords dans d'autres pays comme l'Inde, la Belgique et les Pays-Bas, indique Sundar Pichai.

Selon Sundar Pichai, le "Google News Showcase" sera constitué d'espaces dédiés permettant aux éditeurs



participant de "mettre en forme" leurs articles afin d'apporter "plus de profondeur et de contexte" grâce à des chronologies, des découpages de présentation, et des articles liés.

"D'autres composants comme la vidéo, l'audio, et des résumés quotidiens suivront", selon Sundar Pichai.

APS

USA

Le principal facteur de désinformation sur le Covid-19 ? Trump, affirme une étude

Le président américain Donald Trump a très probablement été à lui seul le facteur ayant le plus engendré de désinformation sur le Covid-19 pendant la pandémie, selon une étude publiée jeudi de l'université Cornell. Quelque 38 millions d'articles, publiés en anglais dans les médias traditionnels entre le 1^{er} janvier et le 26 mai 2020, ont été analysés par une équipe de la Cornell Alliance for Science.

Cette base de données comprenait des articles publiés notamment pour les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Inde, l'Irlande, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ainsi que pour certains autres pays d'Afrique et d'Asie.

Plus de 522.400 articles véhiculant de fausses informations relatives au coronavirus ont été identifiés -- un phénomène qualifié "d'infodémie" par l'Organisation mondiale de la santé. Au total, onze catégories ont été identifiées, allant des théories conspirationnistes aux remèdes miracles. Ce dernier sujet était de loin le plus populaire, apparaissant dans 295.351 articles, soit plus que les dix autres combinés.

Selon les auteurs de l'étude, les commentaires de Donald Trump ont été responsables d'un pic important dans cette catégorie, notamment ceux tenus lors d'une conférence de presse le 24 avril, lors de laquelle il avait évoqué la possibilité d'injection de désinfectant dans le corps pour traiter la maladie.

Des pics similaires ont été constatés lorsqu'il a promu l'usage d'hydroxychloroquine, un traitement dont l'efficacité n'a pas été prouvée.

"Nous avons donc conclu que le président des Etats-Unis a certainement été le plus grand facteur de désinformation" sur le Covid-19, ont écrit les chercheurs.

"Si les gens sont mal aiguillés par des affirmations non scientifiques et non corroborées sur la maladie, il se peut qu'ils suivent moins les recommandations officielles et propagent ainsi davantage la maladie", a déclaré Sarah Evaneva, qui a dirigé l'étude.

"L'un des aspects les plus intéressants (...) a été de découvrir la masse impressionnante de fausses informations directement liées aux commentaires sur un petit nombre d'individus", a relevé son co-auteur Jordan Adams.

Après les remèdes miracles, les "infox" les plus propagées concernaient, dans l'ordre: l'idée d'un virus créé pour établir un nouvel ordre mondial, pour aider politiquement le parti démocrate américain, d'une arme biologique diffusée par un laboratoire chinois, d'une maladie liée au milliardaire américain Bill Gates, à la 5G, des théories antisémites, ou d'un virus créé pour réguler la population.

En fin de liste: des attaques visant l'éminent scientifique américain Anthony Fauci, des références à la vidéo "Plandemic" relayant notamment des théories anti-vaccins, et enfin à la responsabilité de la consommation de soupe de chauve-souris dans la pandémie.

Les chercheurs ont également calculé que les partages de ces articles sur les réseaux sociaux ont provoqué plus de 36 millions d'interactions, les trois-quarts sur Facebook. L'étude a été en partie financée par la fondation Bill et Melinda Gates.

INTERNET

Huawei ouvrira un Centre de cybersécurité et de transparence à Rome en 2021

La société de technologies chinoise Huawei a annoncé qu'elle allait ouvrir un Centre de cybersécurité et de transparence à Rome l'année prochaine, a annoncé jeudi un porte-parole de Huawei Italie.

Ce centre sera opérationnel en septembre 2021 et viendra compléter les autres centres déjà en activité à Banbury (Royaume-Uni), Bruxelles, Bonn (Allemagne), Dubaï, Shenzhen et Toronto.

Il permettra de fournir une plateforme de communication et d'innovation conjointe à toutes les parties prenantes italiennes, mais aussi une plateforme de vérification et d'évaluation technique au gouvernement et aux clients de Huawei, a indiqué le porte-parole.

"Les technologies 5G vont amener une nouvelle dimension numérique à laquelle

nous ne sommes pas encore habitués aujourd'hui", a commenté le président de Huawei Italie, Luigi De Vecchis.

"La 5G est un véritable tournant, qui permettra d'élargir le potentiel que représente le cyberspace pour nos sociétés, nos économies et nos modes de vie (...) Nous souhaitons offrir un environnement constructif, dans lequel nous pourrions démontrer notre ouverture, notre esprit de collaboration et notre transparence pour construire une Italie numérique", a affirmé M. De Vecchis.

Giuseppe Pignari, responsable de la

cybersécurité de Huawei Italie, a déclaré que Huawei avait fait de la cybersécurité "une priorité majeure depuis 2010." "Les Centres de cybersécurité et de transparence font partie de la stratégie que nous avons mise en place (...) pour permettre aux clients, partenaires, institutions et gouvernements italiens de mieux comprendre et de vérifier comment Huawei traite la cybersécurité dans toutes ses démarches et dans tous ses produits", a déclaré M. Pignari.

Le centre fournira aux agences gouvernementales, aux experts techniques,



aux associations industrielles et aux organismes de normalisation une plateforme propice aux communications sécurisées, à la collaboration et à l'innovation.

Il sera ouvert aux clients de Huawei, au gouvernement et aux organismes d'évaluation indépendants, qui seront invités à effectuer des tests de sécurité équitables, objectifs et indépendants, a indiqué le porte-parole.

CAMPAGNE ÉLECTORALE AUX ETATS UNIS

Facebook a retiré des pubs anti-réfugiés

Facebook a de nouveau retiré mercredi des publicités de la campagne électorale de Donald Trump, qui affirmaient cette fois que Joe Biden comptait augmenter le nombre de réfugiés venus de Syrie et de Somalie et assuraient que ces migrants propageaient la Covid-19.

"Malgré les risques sanitaires liés à la pandémie, Joe Biden veut faire venir 700% de réfugiés supplémentaires de Syrie et Somalie", affirme un vidéo aux accents dramatiques, dans différentes versions du même message, qui a pu être lu ou visionné par des centaines de milliers de personnes depuis lundi avant

d'être retiré par le réseau social.

"Nous avons rejeté ces publicités parce que nous n'autorisons pas les affirmations selon lesquelles l'intégrité physique, la santé ou la survie des gens puissent être menacées par des personnes sur la base de leur origine nationale ou de leur statut d'immigrant", a expliqué Facebook, faisant référence à ses propres règles sur les publicités.

Le groupe californien s'est en bonne partie éloigné de la doctrine affichée à l'automne dernier par son patron Mark Zuckerberg, qui ne voulait pas censurer les propos des hommes et femmes politiques (sauf en

cas d'appel à la violence ou au terrorisme, entre autres) au nom de la liberté de chaque électeur à se faire soi-même une opinion sur les candidats.

Contrairement à Twitter et d'autres plateformes, Facebook n'interdit d'ailleurs pas les publicités à caractère politique.

Mais l'accumulation des provocations du président américain à l'approche des élections du 3 novembre et l'indignation de la société civile et d'élus calomniés ont forcé le géant des réseaux sociaux à faire des concessions.

Plusieurs messages de Donald Trump ont ainsi été signa-

lés comme trompeurs, notamment sur le vote par correspondance, que le président considère comme un véhicule de fraude.

Or Facebook, Twitter, YouTube et les autres ont mis en place des politiques strictes contre toute tentative de décourager les électeurs de voter par la méthode de leur choix.

Facebook a aussi retiré en juin des publicités de la campagne républicaine, qui s'attachaient à l'extrême-gauche et affichaient un triangle rouge inversé, le symbole utilisé par les nazis pour désigner les prisonniers politiques dans les camps

de concentration. Depuis des mois, le réseau a durci ses règles de modération en général, notamment pour parer au risque que la plateforme soit utilisée pour contourner les résultats du vote.

"La semaine dernière nous avons annoncé l'interdiction des publicités comportant des déclarations de victoire prématurées. Nous n'autoriserons pas non plus les publicités avec des contenus qui cherchent à discréditer le résultat d'une élection", a tweeté mercredi Rob Leatham, directeur de projet chez Facebook.

AP3

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DE L'URBANISME ET DE L'ARCHITECTURE
ET DE LA CONSTRUCTION DE LA WILAYA DE M'SILA
NIF N/0998.2801.50449.06

AVIS DE DEMANDE DES OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N/2020

DUAC lance un Avis de demande des offres ouvert avec exigence de capacités minimales, pour la réalisation de projet suivant :

Fond spécial de développement économique des hauts plateaux

Electrification en photovoltaïque des zones éparées et isolées par Des kits solaires au niveau de commune de tamsa (33.6kW)

Electrification en photovoltaïque des zones éparées et isolées par Des kits solaires au niveau de commune de tamsa (33.6kW)

Les entreprises qualification et de classification des professionnels de deuxième degré II ou plus - Activité principale ou secondaire des travaux publics (code de l'éclairage public) et intéressées peuvent retirer les cahiers de charges auprès de la direction de l'urbanisme et de l'architecture et de construction de M'sila les offres doivent comporter un dossier de candidature ; un offre technique et une offre financière et soit accompagnées des pièces suivantes

1/Dossier de candidature :

1-déclaration de candidature dûment remplis, daté, signé, cacheté

2-déclaration de probité dûment remplis, daté, signé ; cacheté 3-statut pour la société personne morale,

4-les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.

4-Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires

A/Capacités professionnelles : Certificat de qualification et de classification professionnelle

B/ capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans financiers des trois -3- dernières années 2017-2018-2019 et les références bancaires

C/ Capacités technique

C1-Moyens humains : l'encadrement destiné au projet avec pièces justificatives

C2- Moyens matériels : liste nécessaires pour exécuter des travaux avec pièces justificatives

C3-Références professionnelle durant les trois 3-dernières années pour les travaux similaires 2017-2018-2019

-/2/Offre technique ; doit comporter :

- Déclaration à souscrire signant et datant et remplis compris le cachet de l'entreprise

- Les statuts pour les entreprises (spa, sarl, Eurl, Ets) (copie)

- Les résultats financiers des trois dernières années 2017-2018-2019; être signés par l'administration fiscale et un comptable (copie).

- Extraits de rôles datant de moins de 03 mois apuré de tentes les taxes portant domiciliation du l'ETP, lieu de l'activité sociale (copie).

- Casier judiciaire datant de moins de 03 mois (copie originale)

-Certificat de qualification et classification activité principale ou secondaire degré 02 ou -en nature des travaux public - code d'éclairage public (copie)

- Registre de commerce électronique (copie)

- Attestation de mise à jour CNASAT - CASNOS - CACOBATH (copie)

- Références professionnelles des travaux séminaires réalisés durant les 03 dernières années y compris des travaux d'éclairage public, délai d'exécution, montant et les dates de réception Délivrées par les maîtres d'ouvrage (copie) 2017-2018-2019

- Liste de matériel détaillée (carte grise valable copie légalisée pour les engent portant carte grise d'un expert ceux qui n'ont pas de carte grise sera notarié ou présente une attestation notaire ou huissier, délivré dans moins d'un an et valable jusqu'au jour de l'ouverture des enveloppes

- Liste des moyens humains affilié au CNAS (diplôme + affiliation).

- Les cahiers des charges (signée, cachetés et datée de la soumissionnaire)

- Les bilans financiers des 03 dernières années (copie)

- Planning d'exécution des travaux

- Copie du certificat de dépôt des comptes sociaux des entreprises pour l'année 2019 signé par l'administration fiscale sur celui-ci par un comptable agréé

Dans le cas d'un groupement d'établissements sous la forme d'un groupement conjoint ou en partenariat, et en plus des documents antérieurs, un contrat doit être fourni indiquant le pourcentage de chaque établissement et la présentation de la qualification professionnelle et de l'attestation de classification requises, qui peuvent être fournis par un membre de ce groupement.

3-l'offre financière

* Lettre d'engagement signée et remplie et datée et cacheté.

* Bordereau des prix unitaires signée et remplie et datée et cacheté.

* Devis quantitatif et estimatif signée et remplie et datée et cacheté.

Les offres doivent être adressées à : la DUAC de M'sila sous 03 plis le premiers contient l'offre technique le deuxième l'offre financière troisième dossier de candidature cachetés et anonymes, l'enveloppe extérieure devra porter uniquement la mention :

DUAC de M'sila soumission à ne pas ouvrir
Avis de demande des offres ouvert

projet suivant : Electrification en photovoltaïque des zones éparées et isolées par Des kits solaires au niveau de commune de tamsa (33.6kW)

Lot N1
(Soumission à ne pas ouvrir)

- La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres qui est fixée à **21 jour** après la date sa première publication dans le BOMOP ou la presse **13:30h**. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date de dépôt des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant et l'ouverture effectuera dans le même jour à **14:00h**

- les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de **120 jours** à compter de la date limite de dépôt des offres.

- les entreprises intéressées peuvent assister à l'ouverture des plis qui aura lieu au siège de la direction de l'urbanisme et DE l'architecture et de la construction de la wilaya de M'sila

SOLIDARITÉ

Quatre athlètes algériens au 2e Challenge de nage en mer les 3 et 4 octobre à Marseille

Quatre athlètes algériens prendront part à une course de nage en mer, une initiative caritative au profit des enfants cancéreux, les 3 et 4 octobre à Marseille (France), a-t-on appris mercredi auprès de l'Association Chebec d'Oran.

Il s'agit de Karim Benabdelkader, Sarah Mokhtari, Nassima Benmansour et Ali Karaouzene des associations Chebec et Sidi Moussa d'Oran, sur les épreuves 10 kilomètres sans palme et le relais 4x1250 mètres, a-t-on précisé.

Cet événement sportif, organisé par l'École de sauvetage côtier méditerranéenne (ESM) uniquement pour l'élite de nage en eau libre, a pour objectif de mêler trois défis "indissociables" : sportif, caritatif et environnemental.

L'esprit de cette manifestation sportive en pleine nature est de permettre aux nageurs de s'épanouir et de se dépasser en participant à deux épreuves de nage en eau libre dans un environnement d'exception, a-t-on souligné, ajoutant que les participants à ce challenge sont porteurs d'un grand projet, celui d'apporter un soutien à des enfants cancéreux et à leurs familles.

La première course de l'édition 2019 a regroupé plus de 150 nageurs et récolté des dons de l'ordre de 45.000 euros.

Cet argent a servi à soulager les contraintes des parents qui rendent visite à leurs enfants cancéreux.

L'action a été menée conjointement par l'hôpital "La Timone" (Marseille) et le centre d'oncologie pédiatrique d'El Hassi (Oran), à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant.

Une visite a été consacrée à des enfants malades pour leur remettre des cadeaux et des équipements, a-t-on rappelé.

Ahmed Benaboura de l'association Sidi Moussa d'Oran sera présent à l'organisation de ce challenge pour voir de près tous les détails de la logistique d'un événement de grande envergure et acquérir une expérience qu'il pourra exploiter lors de manifestations en Algérie dans le milieu des sports aquatiques.

Lors de la 1re édition, l'association Chebec d'Oran avait été représentée par Imed T'chour qui avait décroché la 2e place sur la distance de 10 km.

ESCRIME

Les sélections algériennes en stage à Alger

Onze athlètes composant les sélections algériennes d'épée, de sabre et de fleuret, sont entrés en regroupement mercredi au Centre de préparation des élites nationales à Souidania (Alger) pour un stage de dix jours, en vue des échéances à venir, dont les qualifications aux Jeux Olympiques de Tokyo, a-t-on appris de la Fédération algérienne d'escrime (FAE). Un stage dirigé par les entraîneurs Wassila Yami, Farid Bennour, Ahmed Benyahia et Raouf Salim Bernaoui, l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports qui, après sa démission de la présidence de la FAE, a décidé de retourner sur le terrain en tant que coach.

Les athlètes retenus pour ce stage sont : Léa Malek, Silia Habbal, Sonia Zebboudj, Kaouther Mohamed Belkebrin, Chaima Benadouda, Nour El Houada Salhi, Mohamed Chérif Kraria, Meriem Mebarki, Afiane Belkahlia, Mehdi Ould Braham et Hamza Adel Kasdi.

Ils se sont retrouvés au Centre de Souidania en début de matinée et ont commencé par subir des tests PCR, pour détecter une éventuelle contamination par le COVID-19, comme stipulé par le protocole sanitaire en vigueur.

Manquent à l'appel les escrimeurs Akram Bou-nabi (sabre) et Youssa Zebboudj (épée) qui sont en train de passer leurs examens à l'École supérieure en sciences et technologie du sport d'Alger.

APS

AFROBASKET-2021 / PRÉPARATION

La sélection algérienne boucle son premier stage après sept mois d'arrêt

La sélection algérienne de basket-ball (messieurs) a bouclé jeudi à Alger son premier stage de préparation après sept mois d'arrêt en raison de la pandémie de coronavirus, et s'apprête déjà à enchaîner avec un deuxième regroupement du 6 au 15 octobre, en prévision des éliminatoires de l'AfroBasket-2021.

Dans une déclaration à l'APS, le sélectionneur national, Bilal Faïd, a estimé que "ce stage de reprise s'est bien déroulé dans l'ensemble", mais "beaucoup de travail reste à faire pour être compétitif".

"Nous avons axé notre programme sur l'aspect physique, en jumelant des entraînements en extérieur et en salle, afin que les joueurs retrouvent leur sensation, avant d'entamer les choses sérieuses et le basket proprement dit lors du prochain regroupement, prévu la semaine prochaine", a-t-il indiqué.

Le prochain stage du Cinq national qui aura lieu du 6 au 15 octobre à Alger, se déroulera selon le protocole sanitaire anti-Covid mis en place par le Centre national de médecine du sport (CNMS), dont les tests PCR de la COVID-19 sont prévus la veille du début du regroupement.

L'entraîneur en chef de la sélection algérienne a également indiqué que les



quatre joueurs et le préparateur physique, testés positifs au coronavirus avant le début du 1er stage, repasseront de nouveaux tests le 7 octobre.

"J'espère que les joueurs et le membre du staff technique seront testés négatifs et pourront rejoindre le groupe lors du prochain stage."

Nous avons accusé beaucoup de retard, mais nous allons faire le maximum pour être compétitif lors des éliminatoires de l'AfroBasket-2021", a-t-il assuré.

Concernant le premier tournoi de qualification, dont la FIBA-Afrique avait

maintenu début septembre les dates du 27 au 29 novembre, Faïd a indiqué que la Fédération algérienne de la discipline (FABB) ainsi que d'autres pays africains ont introduit des demandes de report à cause du retard accusé dans la préparation de leurs sélections respectives.

"Nous avons proposé à la FIBA-Afrique de regrouper les deux tournois de qualification lors de la fenêtre internationale de février 2021, afin de permettre aux sélections de mieux se préparer et diminuer les risques de contamination de la COVID-19", a-t-il ex-

pliqué. Le Cinq algérien, dont la dernière participation à l'AfroBasket remonte à 2015, s'était qualifié aux éliminatoires du Championnat d'Afrique 2021 en prenant le meilleur sur le Cap-Vert, lors du tournoi préliminaire disputé en janvier à Alger. Versée dans le groupe D des éliminatoires de l'AfroBasket-2021, l'Algérie évoluera aux côtés du Nigeria, du Mali et du Rwanda.

Le premier tournoi est prévu du 27 au 29 novembre à Kigali (Rwanda), alors que le deuxième est programmé du 14 au 17 février 2021 à Bamako (Mali).

AFROBASKET U18 (FILLES ET GARÇONS)

Les sélections algériennes en stage à Alger

Les sélections algériennes de basket-ball des moins de 18 ans (U18), filles et garçons, seront en stage de préparation du 6 au 15 octobre à Staouéli (Alger), en prévision de l'AfroBasket 2020 de la catégorie, prévu en décembre en Egypte.

Les athlètes et les membres de l'encadrement technique passeront les tests PCR de la COVID-19 le 5 octobre au Centre de regroupement de l'élite sportive nationale de Souidania (Alger), avant d'entamer leur

stage respectif, le 6 octobre à Staouéli, a indiqué la Fédération algérienne de la discipline.

Le sélectionneur national des garçons, Ahmed Bendjabou, a convoqué une liste de 16 joueurs dont quatre du TRA Draria, club le plus représenté en sélection, alors que la liste de la sélection féminine, dirigée par l'ancienne internationale Radia Hamadache, est dominée par les joueuses de la JF Kouba avec six représentantes.

Initialement prévus en Guinée équatoriale et au Mali, les deux tournois de l'AfroBasket U18 se joueront finalement en Egypte au mois de décembre prochain, a annoncé FIBA-Afrique sans fixer les dates exactes des compétitions.

Les finalistes des deux tournois (filles et garçons) représenteront l'Afrique en Coupe du monde FIBA (U19) en 2021.

Le Mali est détenteur des deux trophées masculin et féminin.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE TENNIS

Adoption des bilans moral et financier de l'exercice 2019

L'assemblée générale (AG) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), réunie samedi en session ordinaire à Alger, a adopté les bilans moral et financier de l'exercice 2019.

Les travaux de ce ren-

dez-vous ont enregistré la présence de 32 membres sur les 43 que compte l'assemblée, sous la supervision de la représentante du ministère de la Jeunesse et des Sports, Sarah Lemgherbi. Les 30 membres

présents ayant le droit de vote (17 meilleurs clubs et 13 ligues) ont adopté d'abord le bilan moral de l'exercice 2019 avec 22 Oui, contre 1 Non et 2 abstentions, puis ont validé le bilan financier avec 26 voix

pour, 1 contre et 2 abstentions. A noter que certains membres de l'AG ont refusé de voter.

L'AG a, par ailleurs, examiné et approuvé à l'unanimité le plan d'action de l'exercice 2020.

JAJ-2022

L'ACNOA confie le rendez-vous à l'Ethiopie, l'édition 2026 au Lesotho

Les prochains Jeux africains de la jeunesse (JAJ), initialement prévus en 2022 au Lesotho, ont été finalement confiés à Addis-Abeba (Ethiopie), en raison des difficultés économiques engendrées par la pandémie de coronavirus, a annoncé l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA).

La décision a été prise lors d'une session extraordinaire du Comité exécutif de l'ACNOA, tenue en visioconférence mardi sous la présidence de l'Algérien Mustapha Berraf, patron

de l'ACNOA, lors de laquelle il a été convenu aussi d'attribuer l'édition 2026 au Lesotho.

Un glissement qui fait suite à l'accord intervenu entre le président de l'ACNOA, la ministre du Genre, de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs du Lesotho et le Comité olympique local qui ont convenu, après différents entretiens, "que le pays ne sera pas prêt en 2022 comme initialement prévu en raison de difficultés économiques liées au Covid-19".

L'ACNOA avait attribué l'organi-

sation des JAJ-2022 au Lesotho en 2018, en marge de la 3e édition organisée par l'Algérie.

De ce fait, le Comité exécutif de l'ACNOA a décidé d'attribuer les Jeux africains de la jeunesse 2022 à Addis-Abeba, sur proposition du président.

"Cette décision a été soutenue par la majorité des membres car l'ACNOA a reçu un engagement écrit du gouvernement éthiopien sur sa volonté d'accueillir les Jeux", informe-t-on de même source.

COOPÉRATION

Un match amical Algérie-Croatie en maturation

La possibilité d'organiser un match amical entre la sélection algérienne de football et son homologue croate était au centre d'une discussion ayant réuni dernièrement l'ambassadeur d'Algérie en Croatie, Amine Mokhtar Khelif, et l'ancien buteur du Real Madrid, Davor Suker, actuellement président de la Fédération croate de football.

"Cette agréable rencontre avec le président Suker a permis de poser les fondements d'une future coopération entre les fédérations de football de nos deux pays, et je suis persuadé qu'il y aura une possibilité d'organiser une rencontre amicale entre nos sélections nationales, ce qui consolidera davantage les liens étroits entre nos deux pays et nos deux peuples", a indiqué l'ambassadeur Khelif, cité samedi par la Fédération algérienne de football (FAF). Même son de cloche du côté de Suker, qui s'est "réjoui" de cet entretien avec le diplomate algérien, se disant enthousiaste à l'idée de "développer une coopération" avec ses "amis sportifs algériens".

De son côté, le sélectionneur croate Zlatko Dalić a eu une pensée pour son homologue algérien, Djamel Belmadi, auquel il a transmis ses saluta-



tions par le représentant algérien à Zagreb, en espérant "le croiser lors d'un match Algérie-Croatie", a ajouté la FAF dans son communiqué.

AMICAL (ALGÉRIE-MEXIQUE)

Gerardo Martino dévoile la liste des joueurs convoqués

Le sélectionneur de l'équipe nationale mexicaine de football, Gerardo Martino, a dévoilé vendredi la liste des joueurs convoqués pour le stage d'octobre à Amsterdam, durant lequel le onze mexicain sera opposé à son homologue algérien, le 13 du même mois.

Pas beaucoup de surprises pour le Mexique.

Les cadres de l'équipe sont présents à l'image de Raúl Jiménez (Wolverhampton), Hirving Lozano (Naples) ou encore

Edson Álvarez (Ajax). A noter aussi l'absence de Javier Hernández qui peine à retrouver son meilleur niveau à Los Angeles Galaxy en MLS.

La Verde disputera deux rencontres amicales durant les prochaines semaines, la première face aux Pays-Bas le 7 octobre, avant d'affronter l'Algérie le 13 du même mois.

La confrontation contre le Mexique est la deuxième dans l'histoire des deux sélections après celle de 1985 dans le

cadre d'un tournoi quadrangulaire préparatif à la Coupe du monde-1986 où les "Azteques" l'avaient emporté 2 à 0 à Mexico.

Inactive depuis novembre 2019 en raison du COVID-19, l'équipe nationale reprendra la compétition officielle en novembre prochain avec au menu la double confrontation face au Zimbabwe, le 12 à domicile et le 17 en déplacement, comptant pour les 3e et 4e journées des qualifications de la CAN-2021, reportée à 2022.

LIGUE 1/MC ORAN

«Beaucoup d'efforts à faire pour rattraper notre retard en matière de préparation»

Le nouvel entraîneur du MC Oran, Bernard Casoni, a estimé que ses joueurs sont appelés à faire des efforts supplémentaires pour rattraper le retard accusé en matière de préparation en prévision du coup d'envoi du championnat de Ligue 1 de football prévu pour le 20 novembre prochain.

"C'est clair qu'il y a un retard en matière de préparation. Il faudra consentir beaucoup d'efforts pour le rattraper et être par là même d'attaque pour l'entame de la compétition officielle", a déclaré le technicien français à l'issue de la première séance d'entraînement des "Hamraoua" effectuée en fin d'après-midi de vendredi au stade Ahmed-

Zabana. Casoni, auteur de deux passages dans le championnat algérien, tous les deux sur le banc du MC Alger, a dirigé, à l'occasion de cette reprise qui intervient après plus de six mois d'arrêt pour cause de la pandémie de coronavirus, un groupe presque au complet, puisqu'il n'y manquait que deux nouvelles recrues, à savoir Hichem Belkaroui et Houssou, bloqués en Tunisie et en Côte d'Ivoire respectivement, ainsi que Mellal, qui se trouve en isolement sanitaire après avoir été atteint par le Covid-19.

"En plus de ces trois joueurs, j'attends également l'arrivée d'un préparateur physique de France que j'ai moi-même

choisi. J'espère que les pouvoirs publics vont faciliter leur entrée en Algérie", a ajouté le driver français qui hérite d'un groupe ayant connu plusieurs changements avec le recrutement d'une quinzaine de nouveaux joueurs.

C'est pour cette raison-là d'ailleurs que l'ancien défenseur de la sélection de France préfère ne pas s'exprimer dès maintenant sur les objectifs qu'il compte réaliser avec sa nouvelle équipe "afin d'avoir le temps nécessaire pour mieux connaître l'effectif en place", a-t-il encore expliqué.

Dans quelques jours d'ailleurs, les joueurs vont subir des tests physiques pour permettre au staff technique d'être

fixé sur le niveau de chacun d'entre eux dans ce registre, et ce, avant d'entrer en stage bloqué dans l'une des villes de la région ouest du pays, a indiqué pour sa part, l'entraîneur-adjoint, Omar Belatoui, qui avait mené le CR Témouchent à l'accession en Ligue deux la saison passée.

"Des villes comme Mostaganem, Aïn Témouchent et Tlemcen disposent de sites offrant tous les moyens nécessaires pour réaliser une très bonne préparation d'intersaison.

On va opter donc pour l'une d'entre elles concernant notre premier stage dans les prochains jours", a fait savoir l'ancien défenseur international.

TOURNOI DE L'UNAF 2020 - SÉLECTION ALGÉRIENNE
Sept joueurs présentent un important déficit

Sept des trente-quatre internationaux algériens de moins de 20 ans actuellement en stage au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger), en vue du Tournoi l'Union nord-africaine de football (UNAF), prévu au mois de novembre en Tunisie, présentent un important déficit, tant sur le plan physique que technique, a regretté le sélectionneur national Saber Bensmain dans une interview accordée vendredi au site officiel de la Fédération (FAF).

"Nos joueurs sont pratiquement à l'arrêt depuis le mois de mars dernier en raison de la pandémie du nouveau coronavirus et cette situation s'est répercutée négativement sur leur forme, tant sur le plan physique que technique.

Ce qui est assez inquiétant, surtout que nous ne sommes plus qu'à un mois du début du tournoi de l'UNAF, pendant lequel nous espérons faire partie des deux qualifiés pour la phase finale de la CAN 2021" a indiqué le coach national.

Bensmain avait remis aux joueurs un programme de préparation individuel, pour les aider à maintenir leur forme à un bon niveau pendant la période de confinement, mais d'après lui, ce travail n'a pas eu l'effet escompté sur l'ensemble de l'effectif.

"Notre priorité pendant ce stage sera de combler le déficit que présentent ces sept joueurs, avec l'espoir de les ramener à au moins 80% de leur potentiel habituel.

Ce qui nous permettra de pouvoir compter sur eux en Tunisie, surtout que certains d'entre eux font partie des éléments clés" a-t-il ajouté, sans dévoiler l'identité des éléments concernés.

Avant le début de ce stage, le principal souci pour Bensmain était l'éventualité de ne pas pouvoir bénéficier des services de certains joueurs en raison d'une possible contamination au COVID-19.

Mais les tests PCR, passés juste avant le début du stage, ont finalement été négatifs, aussi bien pour les joueurs que pour les membres de l'encadrement technique, "ce qui a été d'un grand soulagement pour nous" a-t-il indiqué.

Le sélectionneur national a annoncé par ailleurs que "le nombre de joueurs sera baissé au cours des prochains jours", car il ne compte poursuivre la préparation qu'avec "les éléments les plus aptes", au moment où les joueurs en médiation, qui ne donnent pas l'impression de pouvoir récupérer d'ici le mois de novembre seront libérés.

Bensmain compte également sur "l'apport des joueurs bi-nationaux" pour constituer une équipe compétitive et défendre crânement ses chances de qualifications pour la phase finale de la CAN-2021, prévue du 16 février au 4 mars, en Mauritanie. Le Paradou AC est le club le mieux représenté dans cette liste élargie de 34 joueurs, avec la présence de 8 éléments, suivi du CR Belouizdad (7) et de l'USM Alger (4).

LIGUE 1 FRANÇAISE - TRANSFERT

Aribi signe pour trois ans à Nîmes

Le club de Ligue 1 française de football, Nîmes Olympique, a annoncé dans la soirée de vendredi avoir engagé l'attaquant algérien Karim Aribi pour une durée de trois ans. "Nîmes Olympique est fier d'annoncer le recrutement de l'attaquant algérien Karim Aribi qui a signé un contrat le liant au club jusqu'en 2023", ont indiqué les "Crocros" dans un communiqué diffusé sur leur site officiel, avec à l'appui une photo du joueur posant avec le maillot rouge nîmois. Le natif de Réghaïa (26 ans), qui évoluait l'an

dernier chez les Tunisiens de l'Etoile du Sahel, était en contact avancé avec Nîmes depuis plusieurs semaines déjà, mais un problème de visa avait retardé son départ en Hexagone. Ce n'est que jeudi que l'exter de lance du CR Belouizdad a enfin pu rallier la capitale Paris, avant de se rendre à Nîmes, où il a commencé par passer la visite médicale d'usage. Aribi, qui a également porté les couleurs du DRB Tadjenanet, évoluera à Nîmes aux côtés de son compatriote Zinédine Ferhat.



République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de la Communication

**Prix du Président de la République,
 du Journaliste Professionnel**
Sixième édition, 2020

«La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »

Le Ministère de la Communication annonce le lancement du «**Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel**», dans sa cinquième édition, comptant pour l'année 2020, qui sera décerné à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Presse le 22 octobre 2020.

Ce prix a été institué par décret présidentiel N° 15-133 du 02 Chaabane 1436 correspondant au 21 mai 2015, en signe de reconnaissance au valeureux parcours des journalistes Algériens durant la guerre de libération nationale et d'appui aux efforts des professionnels de la presse nationale qui contribuent à la promotion du droit du citoyen à une information objective et crédible à travers la presse écrite, audiovisuelle et électronique.

Objectifs:

- Encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes
- Stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale en instaurant la culture du mérite.
- Récompenser les meilleures œuvres individuelles ou collectives ayant trait à la thématique retenue.

Catégories du prix :

- **L'information écrite** : article de fond, critique, éditorial, reportage ou enquête.
- **L'information télévisuelle** : reportages, enquêtes d'investigation, documentaires, bandes d'actualités filmées.
- **L'information radiophonique** : émission d'information, reportages, et enquêtes.
- **La presse électronique** : meilleure œuvre d'information diffusée sur le net.
- **L'illustration** : photographies, dessins et caricatures de presse publiés par un organe de presse nationale.

Conditions de participation :

- Etre de nationalité Algérienne ;
- Etre titulaire de la carte nationale de journaliste professionnel ;
- Ne pas être membre du jury ;
- Le candidat peut présenter sa candidature à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre, à l'exception du prix d'illustration dont le nombre peut atteindre dix (10) exemplaires de photographies, dessins ou caricatures de presse.
- Les œuvres présentées doivent faire l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période 2019 - 2020.

Thème du concours: «La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »

Modalités d'attribution du prix :

Le jury procédera à la sélection des trois lauréats dans chacune des 05 catégories. Le prix sera décerné à la meilleure œuvre des trois lauréats. En plus du certificat de mérite, les lauréats des quatre premières catégories bénéficieront d'une récompense financière dont le montant est fixé comme suit :

- Un million de dinars (1.000.000DA) pour le 1^{er} lauréat
- Cinq cent mille dinars (500.000DA) pour le 2^e lauréat
- Trois cent mille dinars (300.000DA) pour le 3^e lauréat

Pour la cinquième catégorie, l'auteur de la meilleure illustration bénéficiera d'une récompense financière de l'ordre de cent mille dinars (100.000 DA).

Dossier de candidature :

Les dossiers de candidatures doivent contenir les documents et pièces qui suivent :

a) Pièces administratives :

- Copie de la carte nationale du journaliste professionnel.
- Attestation de travail datée de moins de trois mois.

b) Œuvre objet de participation :

- L'œuvre faisant objet de participation doit être remise dans les conditions et les normes techniques requises.

c) Formulaire de candidature portant ce qui suit :

- Données personnelles sur le candidat ;
- Données relatives à l'œuvre objet de participation ;
- Justificatif de diffusion ou de publication de l'œuvre, signé conjointement par le candidat et la direction du media employeur.

Dépôt des dossiers :

Les dossiers de participation seront adressés au président du jury du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, Ministère de la Communication, avenue des 3 frères Bouaddou, Bir Mourad Rais, Alger.

- Par voie postale, le cachet de la poste faisant foi,
- Par dépôt au bureau d'ordre général (B.O.G) du Ministère de la communication

La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 18 octobre 2020.

Formulaire de candidature :

Voir le lien de téléchargement sur le site web du Ministère de la communication:

<http://www.ministerecommunication.gov.dz/fr>

Dybala se montre trop gourmand

Depuis maintenant plusieurs semaines, on sait que l'une des priorités de la Juventus Turin dans les semaines à venir est de sécuriser le contrat de Paul Dybala. Les discussions entre les deux parties ont débuté depuis quelques mois mais aujourd'hui, aucun accord n'a été trouvé entre les deux parties. Titulaire indiscutable avec les Bianconeri, l'international argentin aimerait en profiter pour multiplier son salaire par deux. Aujourd'hui il perçoit 7,5 M€. Il aimerait signer un nouveau bail avec des émoluments de 15 millions d'euros par an. Pour le moment, le club de la Vieille Dame serait prêt à lui offrir un salaire annuel de 10 M€ plus des bonus pouvant atteindre 12 M€.



KOVAC RETIENT BEN YEDDER

Wissam Ben Yedder devrait, sauf surprise, terminer la saison avec l'AS Monaco.

Co-meilleur buteur de l'exercice 2019-2020 Ligue 1 avec le Parisien Kylian Mbappé (18 buts), Wissam Ben Yedder est parti sur les mêmes bases cette saison, auteur de 3 réalisations en 5 journées de championnat. Des statistiques qui ont de quoi éveiller l'intérêt de nombreux clubs européens.

Toutefois, peu de chance de voir l'international français plier bagages du Rocher avant la clôture du mercato le 5 octobre prochain. Il faut dire que le coach monégasque Nico Kovac a scellé l'avenir de son buteur et capitaine en conférence de presse, ce vendredi.

«Où je vous confirme, il reste, a ainsi lancé le technicien croate, Wissam est vraiment un très très bon buteur. Un top player, qui joue en équipe de France (...). Evidemment qu'il a envie d'être le meilleur attaquant, le meilleur buteur de Ligue 1 et il a le souhait de disputer l'Euro 2021. Si je devais lui décerner une note jusqu'à maintenant, ce serait 10 sur 10.»

LUKAKU SACRÉ JOUEUR UEFA DE LA SAISON EN LIGUE EUROPA

L'attaquant belge de l'Inter Milan Romelu Lukaku a été sacré vendredi meilleur joueur 2019-20 en Ligue Europa par l'UEFA, après la saison la plus prolifique de sa carrière malgré l'absence de titre.

Le colosse de 27 ans devance le milieu portugais de Manchester United Bruno Fernandes (26 ans), meilleur buteur de C3 cette saison (8 buts) et sensation du début d'année en Premier League. Le milieu argentin de 32 ans Ever Banega complète le podium : après avoir remporté sa troisième Ligue Europa avec le FC Séville, il s'apprête à entamer un bail de trois ans avec le club saoudien d'Al-Shabab Riyad. Pour Lukaku, cette récompense consacre une année faste au plan individuel, qui l'a vu inscrire 34 buts toutes compétitions confondues. En Ligue Europa, il reste sur une série inédite de onze matches consécutifs en marquant, avec 7 réalisations la saison écoulée, que l'Inter avait débutée en Ligue des champions avant d'être reversée en C3. Vice-champion d'Italie, l'Inter a cédé en finale 3-2 face au FC Séville. Buteur sur pénalty dès la 3e minute, l'attaquant nerazzurro avait été plus malheureux sur la fin de la rencontre, devant dans ses filets le ballon décisif des Andalou. Il a été élu par un jury composé des entraîneurs des 48 clubs qui ont disputé la phase de groupes de la Ligue Europa ainsi que de 55 journalistes de médias européens.



SADIO MANÉ TESTÉ POSITIF AU CORONAVIRUS

Après Thiago Alcántara c'est au tour de Sadio Mané d'être testé au Coronavirus. L'international sénégalais "a présenté des symptômes mineurs mais son état de santé général reste bon" selon le communiqué de Liverpool. «Comme avec Thiago Alcántara, le Liverpool Football Club suit - et continuera de - suivre tous les protocoles relatifs au COVID-19. Mané s'auto-isolera pendant la période de temps requise», précise le club de la Mersey. Le vice champion d'Afrique ratera du coup le match des Reds contre Aston Villa ce dimanche

CAVANI PRÊT À BAISSER SON SALAIRE POUR REJOINDRE L'ATLÉTICO

Edinson Cavani pourrait rejoindre les Colchoneros prochainement, et serait même prêt à consentir à un effort financier. L'Atlético Madrid a choisi de repenser son attaque. En manque de réussite la saison dernière, le club madrilène a choisi de tenter le coup Luis Suarez, qui a fait son arrivée il y a une semaine. Alvaro Morata parti à la Juventus, les Colchoneros seraient sur le point de recruter Edinson Cavani. Libre de tout contrat depuis son départ du Paris Saint-Germain; l'Uruguayen pourrait retrouver son compatriote et coéquipier de sélection Luis Suarez, et formé avec la pépite Joao Félix un trio des plus alléchants. Seulement ça coïncerait pour le moment et un accord n'aurait pas encore été trouvé. Selon As toutefois, Cavani serait prêt à consentir à un effort financier en baissant son salaire pour rejoindre le club madrilène, où Diego Simeone l'attendrait avec impatience.



LA TRISTE STATISTIQUE D'EDEN HAZARD

Une nouvelle fois indisponible ce week-end, Eden Hazard a pour le moment raté plus de matchs avec le Real Madrid que durant toute sa carrière. Eden Hazard ne sera pas de la partie ce week-end. Face à Levante, le Belge sera bien absent, comme le communiqué médical du Real Madrid l'a fait savoir hier soir. L'attaquant, une nouvelle fois, fait parler la presse espagnole et notamment As ce matin qui pointe du doigt le malheureux rendement de la recrue de l'été dernier. Gareth Bale prêt à Tottenham, il n'est pas impossible de voir les médias espagnols braquer les projecteurs sur Hazard cette saison. En cause, l'ancien de Chelsea souffre de nombreuses absences depuis son arrivée il y a un an, 27 en tout, contre... 24 durant toute sa carrière en club.



STARTUPS - CONFÉRENCE

La Conférence nationale des startups s'ouvre sous la présidence du président Tebboune

Les travaux de la Conférence nationale des startups, "Algeria Disrupt 2020", ont débuté samedi à Alger, sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en présence du Premier ministre Abdelaziz Djerad et des membres du gouvernement.



Organisée par le ministère délégué chargé de l'Economie de la connaissance et des startups, cette conférence se tient au Centre international des conférences (CIC) dans l'objectif de créer un espace d'échanges et de débat autour des questions en relation avec ces entreprises et les moyens de leur développement en Algérie.

L'événement sera aussi l'occasion d'annoncer les mesures mises en place par le gouvernement pour soutenir l'écosystème des jeunes pousses, notamment le lancement officiel du Fonds d'investissement

des startups, ainsi que le nouveau cadre réglementaire dédié à ces entreprises. Près de 1.000 participants prennent part à ce rendez-vous, entre startups, incubateurs, représentants d'institutions gouvernementales et financières, opérateurs économiques, experts, associations, universités et centres de recherches.

Trois panels seront organisés dans le cadre de cette conférence autour des thématiques en relation avec le cadre juridique, le capital risque "venture capital" et les incubateurs/accélérateurs. Peu avant le début de

la Conférence, M. Tebboune, accompagné du Premier ministre et du ministre délégué chargé de l'Economie de la connaissance et des startups, a visité une exposition regroupant une quarantaine de startups, organisées en marge de la rencontre afin de mettre en exergue la créativité de la jeunesse algérienne qui continue à prouver ces potentialités notamment durant cette période de pandémie.

Le président Tebboune s'est entretenu avec les exposants qui lui ont présenté des aperçus sur leurs projets innovants.

Le président Tebboune visite une exposition des startups

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a effectué, samedi à Alger, une visite à une exposition de startups algériennes, organisée en marge des travaux de la Conférence nationale des startups, "Algeria Disrupt 2020" qui se tient au Centre international des conférences (CIC). M. Tebboune a visité l'exposition regroupant une quarantaine de startups, visant à mettre en exergue la créativité de la jeunesse algérienne qui

continue à prouver ces potentialités notamment durant cette période de pandémie. Le président Tebboune s'est entretenu avec les exposants qui lui ont présenté des aperçus sur leurs projets innovants. Près de 1.000 participants prennent part à ce rendez-vous, entre startups, incubateurs, représentants d'institutions gouvernementales et financières, opérateurs économiques, experts, associations, universités et centres de recherches.

LIEUX SAINTS DE L'ISLAM

La Omra reprend à partir d'aujourd'hui

La Omra, suspendue en mars en raison de la pandémie de Covid-19, doit reprendre à partir de dimanche avec des mesures de précautions, ont indiqué les autorités saoudiennes.

Le ministère de l'Intérieur avait annoncé cette reprise le 23 septembre et les autorités ont depuis détaillé les mesures de précaution devant accompagner le retour des fidèles dans les lieux saints de La Mecque et de Médine, dans l'ouest de l'Arabie saoudite. Dans une première étape, seuls 6.000 Saoudiens et résidents étrangers vont être autorisés, chaque jour à partir du 4 octobre, à effectuer ce pèlerinage. La Omra, pouvant être entreprise tout au long de l'année contrairement au Hajj, qui a lieu une fois par an. Les 6.000 fidèles seront divi-

sés en 12 groupes pour permettre la fluidité de mouvement et assurer le respect de la distanciation physique lors des circonvolutions autour de la Kaaba, a expliqué le ministre du Hajj et de la Omra, Mohammed Benten la semaine dernière à la télévision saoudienne. Le 18 octobre, le nombre de fidèles (Saoudiens et résidents étrangers) autorisés à effectuer le petit pèlerinage sera porté à 15.000 par jour et 40.000 autres seront admis dans la Grande mosquée pour les prières quotidiennes. Les fidèles venant de l'étranger seront, eux, autorisés à partir du 1er novembre, quand le nombre de pèlerins admis s'élèvera à 20.000 par jour et celui des personnes autorisées à effectuer les prières à 60.000. Les pays d'origine des pèlerins

étrangers seront sélectionnés par le ministère de la Santé sur la base de l'évolution de la pandémie de nouveau coronavirus.

La décision de reprendre la Omra a été prise pour répondre aux vœux "des musulmans du pays et de l'étranger" de pouvoir se rendre dans leurs lieux saints, avait expliqué le ministre de l'Intérieur. Un retour à la normale ne sera décidé qu'une fois que les autorités compétentes auront conclu que "tout risque (de contamination) est définitivement écarté", selon la même source. Les dispositions entourant le retour progressif des fidèles sur les lieux saints seront révisées périodiquement à "la lumière de l'évolution de la situation", a indiqué le ministre de l'Intérieur.

APS

PRÉSIDENTE

Le Président de la République reçoit le Secrétaire américain à la Défense

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, jeudi, le Secrétaire américain à la Défense, Mark Thomas Esper, actuellement en Algérie pour une visite de travail, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, ce matin, Mark Thomas Esper, Secrétaire à la Défense des Etats-Unis d'Amérique, qui effectue une visite de travail en Algérie", lit-on dans le communiqué. L'audience s'est déroulée en présence de la délégation accompagnant le Secrétaire américain à la Défense et du chargé d'affaires à l'ambassade des Etats-Unis à Alger, du côté américain, et du Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Noureddine Bardad-Daidj, et du Général-major Mo-

ammed Bouzit, Directeur général de la Documentation et de la sécurité extérieure au ministère de la Défense nationale, du côté algérien", précise la même source.

Les entretiens ont porté sur "les relations bilatérales et les perspectives de leur développement dans divers domaines". Après avoir passé en revue les derniers développements survenus en Libye et dans la région du Sahel, les deux parties ont convenu de poursuivre "la concertation et la coordination pour consolider les fondements de la paix et de la sécurité dans la région, dans le cadre du respect de l'unité et de la souveraineté de ses pays".

Au terme de ces entretiens fructueux, "le Président de la République a offert un déjeuner en l'honneur de son hôte et de la délégation qui l'accompagne. Les deux parties ont échangé des présents symboliques", précise la même source.

Esper : "l'Algérie et les Etats Unis veulent renforcer leur coopération militaire"

Le secrétaire américain à la Défense, M. Mark Thomas Esper, a fait état jeudi à Alger de la volonté de son pays de renforcer sa coopération avec l'Algérie dans le domaine militaire et de la lutte contre le terrorisme. "Nous avons évoqué les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale, notamment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la coopération entre les armées des deux pays", a déclaré M. Esper à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. D'autres thèmes ont été également abordés comme "le respect de la souveraineté des Etats et les libertés, ainsi que les questions d'intérêt commun", a-t-il ajouté. "J'ai également eu l'honneur d'aller au sanctuaire des martyrs pour déposer une gerbe de fleur à la mémoire des martyrs de la Révolution pour l'indépendance de l'Algérie, acquise au prix du sacrifice de 1,5 million de martyrs". Il a, par la même occasion, remercié le président de la République pour "l'accueil chaleureux et l'hospitalité" qui lui ont été réservés durant sa visite en Algérie. L'audience a été a-

ussi l'occasion d'examiner la situation dans le Sahel, notamment la crise en Libye. Les deux parties ont convenu, à ce propos, de poursuivre leurs consultations et leur coordination pour consolider la paix et la sécurité dans la région dans le cadre du respect de l'unité et la souveraineté des Etats. A l'issue de cette audience, le président de la République a offert un déjeuner en l'honneur de son hôte et les membres de la délégation qui l'accompagne. Par la suite, les deux parties se sont échangé des cadeaux symboliques. L'audience s'est déroulée en présence de la délégation accompagnant le secrétaire américain à la Défense et du chargé d'affaires à l'ambassade américaine en Algérie, du côté américain, et du Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Noureddine Bardad-Daidj, et du Général-major Mohammed Bouzit, Directeur général de la Documentation et de la sécurité extérieure au ministère de la Défense nationale, du côté algérien.

Le Secrétaire américain à la Défense se recueille à la mémoire des martyrs de la Révolution au Mémorial du martyr

Le Secrétaire américain à la Défense, Mark Thomas Esper, a visité jeudi le Mémorial du martyr (Alger), où il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative des martyrs de la Révolution.

Le Secrétaire américain à la Défense a été accueilli à son arrivée, jeudi, à l'aéroport international Houari Boumediène dans le cadre d'une visite d'une journée, par le Général-Major Abdelhamid Ghriess, Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, accompagné du chef de département Emploi-préparation (DEP) de l'état major de l'Armée nationale populaire (ANP) et du directeur des relations extérieures et de la coopération. Au cours de sa visite en Algérie, le Secrétaire américain à la Défense a été reçu par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Les entretiens ont

porté sur "les relations bilatérales et les perspectives de leur développement dans divers domaines et les derniers développements survenus en Libye et dans la région du Sahel", a déclaré M. Esper à l'issue de l'audience.

L'audience s'est déroulée en présence de la délégation accompagnant le secrétaire américain à la Défense et du chargé d'affaires à l'ambassade américaine en Algérie, du côté américain, et du Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Noureddine Bardad-Daidj, et du Général-major Mohammed Bouzit, Directeur général de la Documentation et de la sécurité extérieure au ministère de la Défense nationale, du côté algérien.